

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

ÉTUDE ÉCONOMIQUE

SUR

PONT-SCORFF

(Répartition et mise en valeur du sol)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

ès sciences économiques et politiques

Présentée et soutenue le lundi 14 juin 1920 à 2 heures.

PAR

PAUL PELLOT

Docteur ès sciences juridiques

Président : M. CHÉNON, professeur.

Suffragants $\left\{ \begin{array}{l} \text{MM. A. SOUCHON} \\ \text{P. COLLINET} \end{array} \right\}$ *professeurs.*

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU & C^{ie}

Éditeurs.

14, RUE SOUFFLOT, 14

1920

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

***La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.***

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

ETUDE ÉCONOMIQUE

SUR

PONT-SCORFF

(Répartition et mise en valeur du sol)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

ès sciences économiques et politiques

Présentée et soutenue le lundi 14 Juin 1920 à 2 heures.



PAR

PAUL PELLOT

Docteur ès sciences juridiques.

Président : M. CHÉNON, professeur.

Suffragants } MM. A SOUCHON } *professeurs.*
 } P. COLLINET }

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU & C^{ie}

Éditeurs.

14, RUE SOUFFLOT, 14

1920

A LA VÉNÉRÉE MÉMOIRE DE

MONSIEUR LE PRINCE HENRI DE POLIGNAC

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

DÉCORÉ DE LA CROIX DE GUERRE

CAPITAINE D'INFANTERIE

MAIRE DE LA VILLE DE PONT-SCORFF

TOMBÉ GLORIEUSEMENT POUR LA FRANCE

A AUBERIVE (MARNE), LE 25 SEPTEMBRE 1915.

A MADAME LA PRINCESSE DE POLIGNAC

PRÉSIDENTE DE L'OEUVRE

DE L'OSSUAIRE DE DOUAUMONT.

*Douloureux témoignage de respect
d'un émigré des Ardennes.*

ÉTUDE ÉCONOMIQUE

SUR

PONT-SCORFF

(Répartition et mise en valeur du sol)

PRÉFACE

Le travail qui va suivre est extrait d'une Monographie historique et économique de la commune de Pont-Scorff terminée depuis de longs mois, et qui devait nous servir de thèse de doctorat en droit (2^e mention).

L'importance du sujet a nécessité de multiples détails que nous ne prévoyions pas au début de l'entreprise. Il en résulte qu'au dernier moment la perspective des frais pour éditer une telle œuvre nous avait décidé à remettre la publication à une date ultérieure.

Malheureusement le prix du papier continue de se maintenir à un taux élevé, et la crise de la main-d'œuvre typographique n'est pas près de finir. Dans

ces conditions, et pour ne pas ajourner indéfiniment la soutenance de notre thèse, nous nous sommes résigné à la réduire, et à ne faire imprimer, pour le moment, que les principaux passages de la susdite Monographie, ceux ayant plus que les autres un caractère juridique et économique.

La Monographie de Pont-Scorff doit le jour à des circonstances exceptionnelles. Un exôde douloureux nous avait naguère contraint à rechercher sur le sol hospitalier de la Bretagne une sécurité que n'offrait plus notre beau pays des Ardennes, souillé par les déprédations des hordes germaniques.

Ayant fixé provisoirement notre séjour dans le voisinage de la ville de Pont-Scorff, nous avons profité cette coïncidence toute fortuite pour en compulser les archives, et réunir les matériaux nécessaires à la confection de ladite étude.

Divers motifs de reconnaissance nous y incitaient. C'est, d'une part, à la gracieuse hospitalité offerte en son château de Kerbastic par Madame la marquise Guy de Polignac que nous devons d'avoir trouvé un grand adoucissement aux douleurs de notre exil. En outre, l'essai d'une semblable tâche recevait une approbation des plus flatteuses auprès de Madame la princesse de Polignac, infirmière volontaire à Issy-les-Moulineaux et de son très regretté mari, Monsieur le prince Henri de Polignac, capitaine d'infanterie, et maire de Pont-Scorff, mort héroïquement pour la France.

La publication de ce mémoire n'est donc pas seulement une étude économique. C'est aussi un hommage de gratitude envers une noble famille chez laquelle les sentiments de chevaleresque générosité constituent l'essence même de la race.

Après avoir salué les bienfaiteurs qui nous ont rendu de si grands services personnels, nous ne saurions oublier les collaborateurs auxquels nous devons l'accès des sources où a été puisée la documentation de cette notice. Que ces érudits daignent agréer le témoignage de notre vive reconnaissance, et en particulier MM. Louis Guyomar, conseiller général du Morbihan, et Jules Biger, secrétaire de la mairie de Pont-Scorff !

INTRODUCTION

Aperçu Historique

Le plus ancien titre connu où apparaît pour la première fois le nom de Pont-Scorff est un accord fait en cette ville dans le cours de l'année 1164, entre Rivallon, abbé de l'abbaye de Sainte-Croix de Quimperlé, et Soliman, seigneur d'Hennebont, au sujet du prieuré de Saint-Michel des Montagnes et de l'Ile de Groix¹.

On peut faire remonter la fondation de cette localité à une date assez reculée. Elle était, en effet, lors de la domination romaine, desservie par une voie importante, dont les vestiges existent encore dans son voisinage.

Pont-Scorff est un bourg du département du Mor-

1. Le Maître et P. de Berthou, *Cartulaire de l'abbaye de Quimperlé*, p. 270.

bihan, chef-lieu de canton, dépendant de l'arrondissement de Lorient, à 12 kilomètres de cette ville, à 60 kilomètres de Vannes, et à 52 kilomètres de Paris. C'est l'une des communes les moins peuplées du canton (1945 habitants); il appartient à la région naturelle nommée Basse-Bretagne.

Bâti dans une charmante situation, ce bourg est situé à l'extrémité de son territoire, sur le penchant d'un coteau baigné par le Scorff, affluent droit de l'estuaire du Blavet; ses limites sont au nord Arzano, commune du Finistère, de laquelle il est séparé par le ruisseau du moulin de Penlann, au levant la rivière du Scorff, ayant Cléguer sur l'autre rive, au midi Quéven, et au couchant les communes de Gestel, de Guidel et de Redené des Galles.

Pont-Scorff est situé à une altitude de 25 mètres, par 5 degrés 43' de longitude ouest, et 47 degrés 50' de latitude nord. Son territoire couvre une superficie de 2315 hectares, et repose presque entièrement sur le granit. Le sol, sous l'effet des phénomènes géologiques, a pris une structure très tourmentée. Il en résulte une diversité de terrain assez prononcée, et si quelques uns jouissent d'une fertilité relative, un bien plus grand nombre sont moins privilégiés.

La petite ville de Pont-Scorff, formée de l'ancienne paroisse de Lesbin qu'elle a absorbée, tire son nom du pont établi sur le Scorff pour lui donner accès à la partie du Bas Pont-Scorff, dont elle est séparée par la

rivière. Cette partie du Bas Pont-Scorff, bâtie sur la rive gauche, relevait jadis de la seigneurie de Tron-château, et dépend aujourd'hui de la commune de Cléguer, de même qu'elle appartenait à la paroisse dudit lieu avant la Révolution¹.

La commune de Pont-Scorff est, dit M. Lallemand, séparée par divers ruisseaux, dont le plus voisin du Scorff prend le nom du moulin de Frémur. Un principal ruisseau traverse presque en totalité la commune du nord au midi. Il prend sa source près des villages de Guélingamp, Pont-Renaud, Kerdrien, et la Métairie Neuve, gagne l'extrémité nord de Gestel, où il se décharge dans le ruisseau qui limite les deux communes. Un deuxième, qui coule aussi au midi, prend sa source près de Kerganouen, et prolonge à une certaine distance la limite de Redené, puis se jette dans le même ruisseau que le premier, sur la limite de Guidel, après avoir parcouru environ 2000 mètres. Un troisième sort des fonds du village de Ninijo, se dirige vers le levant jusqu'au Scorff, dans lequel il se verse en face de pareil ruisseau de la rive opposée, délimitant Cléguer et Caudan.

À vol d'oiseau, la commune n'est éloignée de la mer

1. Cf. Alf. Lallemand, *Statistique du canton de Pont-Scorff* ; et chan. Le Méné, *Histoire des paroisses du diocèse de Vannes*, p. 433.

que de 12 kilomètres. Peut-être doit-elle à cette situation de jouir d'un climat doux et humide, exempt de températures extrêmes.

La grêle n'exerce pour ainsi dire presque jamais ses ravages dans cet heureux pays. De 1822 à 1864, c'est-à-dire durant l'espace de 43 ans, les effets pernicioeux du fléau ne s'y sont fait sentir qu'une seule fois. Il est vrai qu'en revanche le canton de Malestroit, essuya dans la même période, 39 fois les atteintes de l'implacable ennemi de l'agriculture; quoique la moyenne des coups portés dans chaque canton du Morbihan n'ait été qu'au nombre de 7. Suivant M. Arendeau, la constitution du sol entrerait pour quelque chose dans ces différences. En comparant la carte des grêles constatées à la carte géologique du département, ce savant naturaliste remarque, en effet, que la grêle semble affectionner les terrains schisteux, et qu'elle épargne généralement, au contraire, les terrains granitiques¹.

Si la pureté de l'air est un obstacle à l'entretien de toute maladie endémique, la commune n'a cependant pas toujours été préservée de terribles maladies épidémiques qui, par deux fois, lui rendirent visite, et s'obstinèrent à prolonger leur séjour.

1. *Statistique des grêles constatées dans le département du Morbihan* (voir *Bulletin de la Société polymatique du Morbihan*, année 1866, 2^e semestre, p. 106).

L'an XII, c'est-à-dire l'an 1804, fut, par ses épidémies de fièvre et de typhus, une des plus funestes pour le Morbihan. Le fléau de l'an XII est le typhus de la faim occasionné par la disette en Bretagne. Écoutons le langage expressif où M. Lapotaire, membre du conseil général, exhale ses plaintes bien justifiées :

« L'épidémie qui ravage le Haut et le Bas-Pont-Scorff fait rage ; plus de 300 individus sont sur la paille, ou plutôt sur le fumier, car ils n'ont pas de paille pour changer. C'est une fièvre qui devient maligne » (lettre du 29 floréal an XII au Préfet du Morbihan).

Au point de vue de la mortalité, l'œuvre néfaste de la maladie se traduit à Pont-Scorff par l'inscription de 95 décès aux registres de l'Etat civil de l'année 1804. Ce chiffre éloquent est, en effet, à comparer avec ceux des années précédentes, par exemple avec ceux de 1797 à 1806 inclus, qui attestent une moyenne de 60 décès par an.

En 1814, tout le département est atteint de la dyssenterie apportée dans la région par les prisonniers de guerre autrichiens épuisés de fatigue et de privations. Afin de combattre le mal dans notre commune, il est convenu de distribuer sur la caisse des médicaments pour les épidémies un certain nombre de remèdes à plusieurs dames qui, à Guidel et à Pont-Scorff, se consacrent au soin des malades.

Au mois de septembre 1821, une nouvelle épidémie de dyssenterie éclata dans les environs de Lorient.

Elle avait son centre à Guidel, et gagna Pont-Scorff, où l'entêtement des malades à suivre un mauvais régime fut le principal obstacle à sa rapide disparition¹.

Il serait téméraire de risquer une appréciation quelconque au point de vue anthropologique. Les croisement des races advènes ont tellement altéré les types, qu'il est impossible de reconnaître sûrement l'origine de chacun d'eux.

Contentons-nous de dire que la majeure partie des habitants de Pont-Scorff sont de taille moyenne. Il y a peu d'hommes de haute stature. Les enfants sont blonds, tandis que les grandes personnes ont les cheveux bruns ou chatains.

1. Docteur Alf. Mauricet, *Histoire des épidémies et des maladies fébriles dans le Morbihan, de 1792 à 1851.*

CHAPITRE PREMIER

La répartition du sol (propriété)

SECTION I

Les afféagements et les appropriations

§ 1. — *Constitution des afféagements.*

Sous l'ancien régime, la propriété paysanne semble n'avoir pris dans notre commune qu'une extension très restreinte. Il ne pouvait guère en être autrement, car la presque totalité de la superficie du territoire est concentrée entre les mains de la noblesse, qui l'exploite au moyen de bail à domaine congéable. S'il existe quelques héritages roturiers, ils appartiennent le plus souvent à des bourgeois fortunés, hommes de loi ou marchands, qui, presque seuls, bénéficiaient des afféagements accordés

sur les communs de la seigneurie. Les cessionnaires devaient, en effet, non seulement acquitter des droits d'entrée et payer une rente, mais aussi consacrer un capital plus ou moins élevé pour la mise en valeur des terrains à défricher. Dans ces conditions, les afféagements n'étaient favorables qu'aux bourgeois ou aux cultivateurs.

Parler d'afféagement, c'est dire que la propriété roturière n'est pas libre, qu'elle est grevée de redevances au profit du seigneur, car *l'alleu*, c'est-à-dire terre autonome, exempte de charges, est inconnue en Bretagne.

Les afféagements donnent lieu à la création d'une rente féagère très variable, et dont le taux est, en général, peu élevé avant le xviii^e siècle.

Citons, à titre d'exemple, trois contrats de ce genre consentis par le prince de Guémené en faveur du sieur Pezron de Penlann. Le premier, en date du 5 juillet 1570, a pour objet un journal de terre situé à Saint-Tricheau, à la charge de payer 6 deniers de rente féagère. Le second, passé le 5 février 1573, concerne les biens ci-après : diverses tenues au village de Kerdrien, cédées pour une rente de 29 sols 7 deniers et 6 minots d'avoine; une tenue à Brececoing, abandonnée moyennant une rente féagère de 28 sols 11 deniers. Le troisième accordé, le dernier mars 1577, sur un emplacement de maison en la ville de Pont-

^{head}

Scorff, impose à l'afféagiste une rente annuelle de 5 sols¹.

2°. — *Procédure concernant la lande du Resto.*

La constitution de la propriété bourgeoise et paysanne s'opère, au XVIII^e siècle, surtout au moyen d'afféagement; car, avons-nous dit, le franc-allevu, la terre libre, n'existe pas en Bretagne. Ce genre d'opération porte le plus souvent sur des landes et terres vagues ou incultes, qu'il s'agit de mettre en valeur, terrains qui, auparavant, faisaient l'objet, en faveur des paysans, de droits d'usage assez précaires. En outre, les droits de propriété sur ces héritages ne sont pas toujours nettement spécifiés.

Il en résulte, entre divers prétendants, des revendications qui font naître parfois de longues procédures devant les juridictions compétentes. Les litiges ne surgissent pas seulement entre le seigneur féodal et les sujets privés par son fait d'une jouissance qui est pour eux presque d'ordre économique. Les protestations émanent aussi des vassaux contre leur suzerain qui, regardant à tort comme renfermés dans son domaine proche un bien faisant partie

1. Arch. nat., Q¹* 760².

des mouvances, se permet de l'aliéner en échange d'une rente viagère.

Il peut même se produire que la réclamation de l'ayant droit ne se fasse entendre devant la justice qu'après la réalisation de l'acte de transfert consenti par le prétendu propriétaire. C'est ce qu'il nous est facile de prouver, en empruntant des titres aux archives de notre localité.

Au commencement de l'année 1756, le prince de Guéméné, se croyant propriétaire d'une terre vague nommée la lande du Resto, en consentit l'afféagement au sieur de la Grationnaye. Plusieurs vassaux se prétendant ainsi dépouillés du droit exclusif qu'ils disaient avoir sur le domaine afféagé, formèrent devant la sénéchaussée royale d'Hennebont opposition à l'appropriement du nouvel afféagiste.

Les demandeurs en la cause étaient la comtesse de Cintré, la dame Anne de Videloup, épouse du sieur Pierre Anne de la Fuglaye, sieur du Hiré, la dame de Loyan, le sieur Jean Lal-Housse, le sieur Maurice du Hallier et demoiselle Françoise Le Guerne, son épouse.

L'autorité des noms qui précèdent méritait donc d'être prise en considération. Aussi, avant faire droit, la Cour procède-t-elle à la nomination d'un expert chargé de dresser le plan figuratif du terrain afféagé.

Cette opération eut lieu du 22 mars au 9 avril 1756, par le ministère de Jean-Baptiste Robert, géomètre juré en la grande maîtrise des eaux et forêts du dépar-

tement de Bretagne, demeurant en la ville close d'Hennebont, paroisse de Saint-Gilles. Elle n'exigea pas moins de 17 vacations constatées par un procès-verbal, dont l'inscription au contrôle donna lieu à une simple perception de douze sols¹.

La cause d'ajournement de la 3^e vacation mérite d'être signalée ici :

« Et attendu qu'il est demain feste de la Vierge, (il s'agit du 25 mars, jour de l'Annonciation) avons renvoyé à vendredi prochain, vingt-six de ce mois, la continuation du présent pour nos opérations sur le terrain ».

Rapportons aussi le texte de la quatrième vacation, qui ne manque pas d'un suave parfum local : nous sommes en Bretagne.

« Le jeudi 25 du dit mois et an, nous géomètre sus dit, après avoir ouï la sainte messe au dit Pont-Scorff, avons commencé à réporter sur le plan original... les chemins, lignes et angles par nous levés les jours précédents. »

Après le tri et le mesurage des pièces, suivant la *montrée* des intéressés, et au fur et à mesure du numérotage, elles font l'objet d'une réclamation par chacune des parties en ce qui la concerne. Pour aider à la tâche de l'expert, on voit même

1. Arch. du Morbihan, B. 2999.

intervenir les domaniers à qui profitent actuellement les terrains litigieux. Afin d'aider davantage à l'expansion de la lumière, réquisition est adressée à l'opérateur de consigner dans son procès-verbal la trace « d'anciens seillons » qui constituent autant de preuves indéniables de labours antérieurs :

Pour répondre aux besoins de la situation, la lande du Resto est divisée en 29 parcelles, dont plusieurs portent un nom spécial que nous indiquons ici comme contribution à la liste des lieuxdits qui composent le territoire de Pont-Scorff :

Lann er Pontigon; Lann er Croisen; Tachen er Croix; Lanbec er Spenn; Ros er Gohidon; Loden Lann Querven; Tachen Lann Restrezech; Gouez er Pont; Parc Renaud; Tachen Creix Lann; Er Banald.

Nous ne savons quelle suite fut donnée à l'affaire, pour trancher juridiquement le fond du procès. Mais l'intéressante pièce ci-dessus analysée suffit pour démontrer que les objets, sur lesquels portaient les afféagements, présentaient quelquefois la plus grande incertitude au point de vue de la propriété.

Il appert ausside la même source que si les paysans, à cause des conditions trop onéreuses, ne profitent guère des afféagements, ce sont les personnes aisées qui y gagnent le plus. Les négociants, les officiers de justice, les avocats, les hommes de loi et les gentilhommes de la campagne peuvent arrondir

leur patrimoine au moyen de lots étendus, tandis que le modeste laboureur doit se contenter de quelques journaux de terre.

§ 3. — *L'ancien village du Resto.*

Tout porte à croire que la lande du Resto n'est autre chose que l'emplacement de l'ancien village du Restou en Lesbin, dont il est question dans plusieurs titres des ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles, que nous allons analyser.

Le 10 janvier 1432, Jean Thomas fournit un aveu au prince de Guémené pour tous les héritages qui lui appartiennent au village du Restou en Lesbin, et sur lesquels il reconnaît devoir six deniers de chefrente.

En 1444, Jehan Thomas et Jehannette de Saint-Nudec possèdent un tènement et d'autres biens sujets au devoir de bail, situés aux villages du Restou Ihuel et du Restou Izel, en la paroisse de Lesbin.

Suivant aveu rendu en 1445, Jean Bizien est débiteur d'une chefrente pour des héritages sis au village du Restou.

Enfin, par note du 27 avril 1540, noble homme Jehan Thomas, seigneur de Saint-Nudec, avoue et reconnaît devoir au prince de Guémené 8 deniers de chefrente pour le village du Restou en Lesbin.

Il n'est plus question de ce village dans les actes

postérieurs au xvi^e siècle et, de nos jours, personne n'en a conservé le souvenir. On peut donc supposer que la localité du Restou, comme d'autres dans le voisinage de Lesbin qui avaient survécu aux désastres de la guerre de Cent ans, a disparu au cours des luttes intestines entre ligueurs et royalistes.

§ 4. — *Les appropriations par bannies.*

Les *appropriations* ou *appropriements* par *bannies* peuvent se définir : un ensemble de procédés tendant à rendre irrévocable une acquisition immobilière, en la garantissant contre les causes d'éviction qui sont de nature à compromettre sa validité.

Cette institution, qui remonte au moins au xiii^e siècle, ne concernait d'abord que les ventes de terres ou de maisons, mais elle engloba plus tard également la vente de toutes choses réputées immeubles. En outre, dès le xvi^e siècle, elle se trouvait étendue aux autres modes d'acquérir la propriété. Avant de procéder aux formalités de l'appropriement, l'aliénateur devait être en possession depuis un an et un jour, et, de plus, mettre l'acquéreur aussi en possession¹.

1. Em. Chénon, *L'ancien droit dans le Morbihan*, p. 17 et 18.

Comme l'appropriance par bannies est une institution unique de la *Très ancienne Coutume* de Bretagne, elle mérite, à cause de son caractère original, de nous arrêter quelques instants. Or, nous avons justement, au cours de nos recherches, exhumé un procès-verbal en date du 8 novembre 1568, contenant déclaration d'appropriement en faveur de *Maistre Jean Pezron, gradué ès droictz*, sieur de Penlann, pour des héritages sis au territoire de Lesbin, et qu'il avait acquis de Louis Ponie, moyennant la somme de « sept-vingtz livres. » ainsi qu'il appert d'un acte du 8 mars de la dite année.

Nous allons donc parler des formalités auxquelles elle donnait lieu à Pont-Scorff, et dont on constate l'accomplissement aux termes du procès verbal sus-daté, qui sera transcrit dans une publication ultérieure. La première consistait dans trois bannies ou criées faites par un sergent « à grande congrégation et multitude de peuple, à l'issue de la grande messe dominicale de la paroisse » avec sommation « à tous prétendans droict et intérestz de comparoir aux prochains généraulx plectz de la Court de la Roche-Moisan assignés tenir en l'auditoire d'icelle à Pont-Scorff » pour faire valoir leurs moyens d'opposition. Le sergent chargé d'instrumenter dressait procès-verbal « des bannyes et proclamaicions » sur lequel étaient apposées sa signature et celle de deux témoins. Un extrait du con-

trat de vente et des procès-verbaux de bannies était ensuite affiché « à la principale porte de l'église parrochiale de Lesbin » aux frais de l'acquéreur. L'intervalle entrè chaque bannie était d'une semaine.

Le jour de l'audience « aux plectz généraulx » après lecture des pièces par le greffier et serment prêté par le sergent commis et les deux témoins, la certification des bannies et la déclaration d'appropriement étaient faites, à la requête de l'acquéreur, par le sénéchal de la dite cour de la Roche-Moisan, c'est-à-dire par le magistrat de la cour du seigneur haut justicier, dans le ressort de laquelle se trouvait l'héritage vendu.

« A l'égard des intéressés absents du duché, les bannies ne produisaient aucun effet; l'acquéreur, pour être à l'abri de leurs réclamations, devait posséder pendant l'an et le jour. Les intéressés présents étaient au contraire forclos au bout de huit jours. Cette distinction engendrait des fraudes faciles et fréquentes. Au point de vue des droits à purger, l'appropriance éteignait toutes les actions par lesquelles l'immeuble aurait pu être enlevé à l'acquéreur pour une cause antérieure à son acquisition. Elle purgeait donc les hypothèques, et elle empêchait le véritable propriétaire de revendiquer sa chose vendue par autrui. On était même allé jusqu'à admettre qu'elle privait le vendeur de

la faculté de réclamer le prix non payé¹ ». Ce n'est donc pas sans motif que nous avons cru bien faire en signalant ici ses résultats excessifs.

SECTION II

Répartition du territoire

Il est inutile de compter sur des documents antérieurs au cadastre pour dresser un état de situation du territoire de Pont-Scorff sous l'ancien régime. Nous n'avons pas ici de texte analogue au dénombrement général dressé en 1773 pour la province de Champagne². D'autre part, le Terrier de Bretagne de 1681 et les aveux des seigneurs ne donnent aucune description détaillée permettant de suivre l'évolution agricole de notre commune. Mais, à partir du XIX^e siècle, nous trouvons de précieux renseignements dans le cadastre et dans diverses enquêtes dont la publication périodique se poursuit régulièrement.

1. Em. Chénon, *op. cit.*, p. 18 et 19.

2. Dénombrement général de 1773, ou tableau des propriétés foncières, de la population et des principales productions de la province de Champagne divisée en 12 élections. Renseignements fournis pour chaque paroisse : dénombrement des habitants et des bestiaux; jours de marché et de foires, nombre de laboureurs; tableau du territoire; quantité des semences et des récoltes; etc. (Arch. de la Marne, C. 430, registre de 91 feuillets).

Voici d'abord les évaluations portées au cadastre de 1825 :

	HECT.	ARES	CENT.
	—	—	—
Terres labourables.	629	78	92
Jardins	6	09	93
Vergers	16	46	15
Prés.	195	49	05
Herbiers.	»	»	»
Pâtures	218	28	81
Semis	»	39	26
Bois futaies.	10	08	80
Bois taillis	129	53	24
Bois de pins et de sapins.	13	89	47
Châtaigneraies	16	29	75
Avenues.	»	99	90
Landes	960	60	20
Etangs.	»	28	10
Marais.	»	60	80
Pièces d'eau	»	»	»
Pépinières	»	07	52
Parterres.	»	»	»
Superficie des propriétés bâties	13	37	18
Totaux.	2.212	27	08
Contenances non imposables	102	53	03
Total général des contenances.	2.314	80	11

En 1892, c'est-à-dire à 60 ans de distance, on trouve dans la statistique officielle les renseignements ci-après :

A. TERRITOIRE AGRICOLE

Superficie cultivée :

	HECT.	ARES	CENT.
	—	—	—
Terres labourables.	699	»	»
Prairies naturelles, herbages et pâturages	305	»	»
Vergers	5	»	»
Jardins	13	»	»
Bois et forêts.	131	»	»
Total de la superficie cultivée.	1.153	»	»

Superficie non cultivée :

	HECT.	ARES	CENT.
	—	—	—
Landes et bruyères 960 h.	963	»	»
Terrains rocheux 2 »			
Terrains marécageux. 1 »			
Superficie totale du territoire			
agricole	2.116	»	»
B. TERRITOIRE NON AGRICOLE.	198	80	11
Superficie totale de la com-			
mune	2.314	80	11

Enfin, les dernières observations recueillies sur le même sujet sont consignées en ces termes dans la statistique de l'année 1913 :

*Superficie des différentes parties du territoire
de la commune :*

	HECT.	ARES	CENT.
Terres labourables.	604	»	»
Prés naturels.	251	»	»
Herbages.	12	»	»
Pâturages et pacages	137	»	»
Vignes.	»	»	»
Cultures Maraîchères	»	»	»
Cultures diverses non mention- nées ci-dessus (oseraies, rose- raies, cultures arbustives en masse, etc.).	144	»	»
Bois et forêts.	135	»	»
Landes et terres incultes.	923	80	11
Territoire non compris dans les catégories ci-dessus	108	»	»
Total	2.314	80	11

En comparant les tableaux qui précèdent, on constate le défrichement de 30 à 40 hectares de landes

et de 3 hectares de bois. En 1892, les terres labourables bénéficient d'une augmentation de 70 hectares au préjudice des prairies et pâturages qui perdent une centaine d'hectares. En 1913, au contraire, les terres labourables perdent 95 hectares, alors que les pâturages et les prés regagnent presque la superficie qu'ils possédaient lors de la confection du cadastre.

Ce retour à l'extension des pâturages s'explique du reste, par le besoin d'alimenter un bétail plus nombreux, depuis que ses produits, tels que la viande, le lait, le beurre sont devenus une source d'abondants revenus.

Le peu d'attention donné au défrichement des landes s'explique par plusieurs causes. La mauvaise qualité du sol, le manque d'argent et d'engrais s'opposent, en effet, à leur mise en valeur. Tout le monde sait que la lande, quand elle est encore verte, sert à l'alimentation du bétail, et qu'elle fournit une partie des litières, qui sont ainsi transformées en engrais pour fumer les champs. La culture ne pourra donc guère s'en passer complètement, tant que des améliorations successives n'auront pas augmenté sensiblement son bien-être matériel.

SECTION III

Division de la propriété, les parcelles, mobilité de la propriété

§ 1. *Division de la propriété en 1892.*

En 1892, le territoire agricole de la commune de Pont-Scorff, soit 2.116 hectares, renferme 5.372 parcelles et se partage entre 97 propriétaires.

L'ensemble du même territoire forme 155 exploitations réparties en 3 catégories, savoir :

9 exploitations de 1 à 5 hectares com- prenant au total	53	50
131 exploitations ds 5 à 10 hectares se composant de	1.782	50
Et 15 exploitations de 10 à 20 hectares contenant ensemble	280	»
Total égal	2.116	»

Comme les landes entrent pour plus d'un tiers dans la composition du territoire, il y en a toujours une forte partie dans chacune des catégories d'exploitation.

Les propriétaires exploitent tantôt par eux-mêmes,

tantôt par fermiers. Sur les 155 exploitations qui précèdent, 44 sont cultivées par le propriétaire lui-même avec l'aide de sa famille, et les autres par un fermier. Sur ces 111 exploitations, 42 sont détenues par suite de location verbale, et 69 en vertu d'un bail par acte authentique ou sous-seing privé.

Si l'on compare le morcellement¹ du sol à Pont-Scorff à ce qu'il est en d'autre pays, on ne saurait dire qu'il confine à l'extrême. En effet, 5.372 parcelles réparties entre 97 propriétaires pour un territoire de 2.365 hectares, cela donne une moyenne de 55 parcelles par propriétaire, et, pour chaque par celle, une étendue moyenne de 43 ares.

Malgré cette constatation satisfaisante, les rédacteurs de l'enquête de 1866 n'en avouaient pas moins avec amertume que la division des domaines entre les héritiers, à la mort du chef de famille, était une cause de morcellement.

Les grandes propriétés et les moyennes se composent presque toutes à Pont-Scorff de parcelles éparpillées. Au contraire, les quelques bouts de champ qui forment les petites propriétés se touchent presque toujours.

1. Le morcellement est une division juridique de la propriété. Le parcellement est une division matérielle du sol; c'est le dénombrement de la propriété entre les mains du propriétaire, sa dispersion en un nombre plus ou moins considérable de parcelles non contiguës. Cf. Camille Perreau, *Cours d'économie politique*, t. II, p. 241.

§ 2. — *Division de la propriété en 1917.*

Voici quelques données intéressantes sur la répartition de la propriété à Pont-Scorff en 1917.

Les terres de la commune sont distribuées entre 190 propriétaires classés ainsi qu'il suit :

- 74 propriétaires possédant moins d'un hectare;
- 15 propriétaires possédant de 1 à 5 hectares;
- 33 propriétaires ayant de 5 à 10 hectares;
- 43 propriétaires possédant de 10 à 20 hectares;
- 9 propriétaires possesseurs de 20 à 30 hectares;
- 5 autres qui ont de 30 à 40 hectares ;
- Et les 11 derniers ayant plus de 40 hectares.¹

Total des hectares possédés par chacune des sept catégories de propriétaires sus-énoncés :

	HECT.	ARES	CENT.
74 propr. de moins d'un hect.	13	80	98
15 » de 1 à 5 hect.	39	60	38
33 » de 5 à 10 »	250	53	55
43 » de 10 à 20 »	581	89	69
9 » de 20 à 30 »	247	99	40
5 » de 30 à 40 »	173	98	03
11 » de plus de 40 »	895	35	65
190	2.203	17	68

1. D'après M. Souchon, on doit ranger dans la grande propriété celle qui, pour son exploitation, exige le concours

Il existe 43 propriétaires qui ne possèdent que le sol de leur maison avec un enclos attenant aux constructions.

Environ 30 propriétaires font valoir leurs biens eux-mêmes. Une centaine au plus donnent leurs immeubles à bail. Quant aux propriétaires d'un bout de terrain louant à autrui quelques parcelles, on en connaît à peine 4 ou 5.

On compte au plus 150 individus exclusivement fermiers, qui prennent des terres à bail, mais ne possèdent pas d'immeubles personnellement.

Il y a une vingtaine de grands propriétaires qui ont plusieurs fermiers.

En 1917, le territoire de la commune contient 5740 parcelles.

d'une main-d'œuvre salariée. La moyenne propriété comprendrait tout domaine qui, pouvant faire vivre le propriétaire et sa famille, serait exploitée par eux, sans l'aide d'un travail salarié. Enfin, la petite propriété serait celle qui, insuffisante pour assurer l'existence du propriétaire, l'oblige à se procurer un complément de ressources dans une occupation salariée. En tenant compte de ces caractères qui influent sur la superficie de chaque catégorie, il faudrait classer la propriété foncière de la manière suivante : la petite propriété (au-dessous de 5 hectares); la moyenne propriété (de 5 à 20 hectares); et la grande propriété (au-dessus de 20 hectares). Voir Souchon, *La propriété paysanne*, pp. 73 et suiv.

§ 3. — *Mobilité de la propriété.*

La mobilité de la propriété est assez fréquente. On fait de temps en temps des ventes qui concernent surtout les propriétés moyennes. Les adjudications après saisie se voient rarement ; il n'y en a eü que 4 ou 5 depuis une trentaine d'années.

Après le décès d'un propriétaire d'immeubles ruraux, les héritiers procèdent entre eux au partage en nature ou font vendre les biens aux enchères publiques. Toutefois, ces immeubles sont fréquemment attribués à un ou plusieurs des ayants droit, à charge de payer aux autres cohéritiers une soulte représentative de la part revenant à ces derniers.

SECTION IV

**Les mesures anciennes
et leur conversion d'après le système métrique**

Il est assez difficile, sous l'ancien régime, de déterminer la valeur d'un objet, à cause de la diversité des mesures prises pour terme de comparaison. Elles varient avec les temps et les lieux, alors que, d'autre part, le pouvoir d'acquisition de la monnaie présente également une grande mobilité. La même somme

d'argent ne procure donc pas toujours les mêmes satisfactions, ce qui empêche de donner un aperçu exact des anciennes mesures.

Mentionnons, toutefois, celles que nous révèlent les cartulaires et les aveux, bien que nous ne puissions en déduire la valeur d'après notre système de numération décimale.

Au XII^e siècle, les redevances en grains se comptent par setiers, minot, *hanter-minot*¹, mine, quarteron, *parefarth*².

Le cyathus (écuelle) ou *hanafat*, sert à mesurer le miel. On assimile la valeur du cyathus de miel à celle du setier de froment « sextarium frumenti vel ciathum mellis ».

Le cartulaire de Quimperlé ne cite que deux mesures de surface en usage. En 1093, Guillaume, receveur de l'évêque de Nantes, donne à Sainte-Croix « unum arpentum vinee quod in Losquidic suis manibus plantavit ». Le 16 février 1168, Goêder, prêtre, fait donation aux religieux de la même communauté de sa terre de Loes-Syon-en-Lesbin, et leur engage pour cent sous « duo jugera terre arabilis juxta fontem Marie ».

Une mesure qui manque plus de précision que

1. Hanter-minot, la demi-mesure.

2. Parefarth, mesure qui représente un quart.

d'originalité est bien celle qui se nomme somam (vel saginam) vini, c'est-à-dire charge, fardeau de vin. Compte-t-elle parmi les mesures de poids ou de capacité ?¹

Comme monnaie, on emploie dans les transactions la livre, le sou, l'obole, le *nummus*.

Voici maintenant le tableau des mesures usitées à Pont-Scorff aux derniers siècles de l'ancien régime, c'est-à-dire avant l'application du système métrique.

Mesures de superficie :

L'arpent de 100 perches.

La perche de 22 pieds de côté.

Le journal de 80 cordes.

Le journé ou petit journal de 64 cordes.

Le cinquante de 5 cordes.

La corde de 24 pieds de côté.

Le journal de 12 ports.

Le port de 40 gaules ou verges.

Le seillon de 12 gaules ou verges.

La gaule ou verge de 8 pieds.

1. L. Maître et P. de Berthou, *Cartulaire de Sainte-Croix de Quimperlé*, p. 108, 121, 128, 191 et 204.

Conversion d'après le système métrique

	ARES	CENT.
L'arpent.	51	07
La perche	»	51
Le journal	48	62
Le journé	36	46
Le cinquante	3	04
La corde	»	61
Le journal	32	42
Le port	2	70
Le seillon	»	81
La gaule ou verge	»	07

Ces mesures trop compliquées ne servaient qu'aux notaires et aux arpenteurs. Dans la pratique, les cultivateurs ne faisaient usage que des mesures suivantes :

. Le journal de 80 cordes.

. La corde de 24 pieds.

Le pied de 12 pences.

La mesure la plus répandue qui s'emploie, encore de nos jours, est le journal que l'on considère en pratique comme équivalent à un demi-hectare. C'est elle qui est adoptée habituellement comme base d'estimation des terrains dans les ventes et dans les partages.

Beaucoup de paysans comptaient jadis par journée de leurs bœufs, ce qui présentait une différence d'un quart et amenait une diminution sensible dans plusieurs déclarations.

Mesures de capacité :

Elles sont, pour les grains : le tonneau, la perrée, le minot, le demi-minot, et le perreau.

Le tonneau contient 10 perrées ou 40 minots.

La perrée, 4 minots.

Le minot, 2 demi-minots ou 4 perreaux.

A Lesbin-Pont-Scorff, l'unité de mesure ordinaire est le minot.

La barrique de cidre contient 120 pots ou 220 bouteilles.

Mesures de poids :

La livre, et l'once qui est la 16^e partie de la livre¹.

Voici, d'après une note conservée aux archives de la mairie de Pont-Scorff, comment pourrait s'opérer la conversion des mesures de capacité en usage dans cette ville et dans la région voisine :

L'hectolitre contient un peu moins des six dixièmes de la perrée de Vannes, un peu plus des six dixièmes

1. Dr A. Mauricet, *Des anciennes mesures de capacité et de superficie dans le Morbihan*, p. 14 et suiv.

mes de la perrée d'Auray, du boisseau de la Roche-Bernard et de celui de Rochefort, deux minots d'Hennebont, un peu plus de la moitié du minot du Fouët, la moitié de la perrée de Pontivy, un boisseau et demi de Ploërmel et de Josselin.

Il résulte des observations précédentes que le minot d'Hennebont, adopté aussi à Pont-Scorff, ne serait autre chose que le demi-hectolitre, soit 50 litres.

MONNAIE

L'unité monétaire, mentionnée d'habitude dans les actes passés avant la Révolution, est la livre, qui n'avait d'existence que dans le langage, car ce n'était rien autre chose qu'une monnaie de compte. Les pièces métalliques étaient d'une infinie variété et aussi de plus ou moins bon aloi.

Lors de l'apposition des scellés après le décès du meunier exploitant le moulin du Prince « sa veuve a numéré sur la table, en présence de ses domestiques, 5 écus de 6 livres, 6 petits écus, 2 pièces de 24 sols, une pièce de 12 sols, lequel argent la dite dame Bolé a déclaré être dépendant de la communauté d'entre elle et son feu mary. »

SECTION V

Valeur de la terre et son loyer

§ 1. — *Prix des terres.*

La valeur des terres varie avec leur qualité et leur fertilité. — Les vergers tiennent le premier rang; en seconde ligne nous plaçons les courtils à chanvre et les jardins potagers; viennent ensuite les terres chaudes, tandis que les terres froides occupent le dernier degré.

Faute de documents précis à ce sujet, il ne nous est guère possible de déterminer le prix de l'hectare de chaque nature de terre avant le xix^e siècle. Les titres de propriété qui sont entre nos mains ne visent, en effet, que des exploitations composées de bâtiments et de parcelles, le tout vendu en bloc, moyennant un prix unique s'appliquant à l'ensemble du domaine.

Le rôle du vingtième de 1754 cite, par exemple, l'acquisition pour le prix de 300 livres d'une tenue située au village du Templo, et qui se compose de logement, courtil, 8 journaux de terre, 6 journaux de pré et 9 journaux de lande.

D'après l'enquête de 1866, la terre aurait, depuis une trentaine d'années, augmenté de valeur à Pont-

Scorff, dans des proportions assez considérables. Cette augmentation serait du quart, même du tiers, certains disent de moitié.

Les prix à l'hectare varient selon la qualité des terrains et suivant le tarif ci-après indiqué :

1 ^{re} classe	3.900 fr.
2 ^e »	3.000 »
3 ^e »	2.000 »

L'abondance du numéraire, le morcellement de la propriété, l'aisance générale des habitants et l'amélioration des chemins, telles sont les causes de l'élévation de prix dont il vient d'être parlé.

Voici maintenant dans quelle proportion pour cent les terres de chaque catégorie sont réparties de nos jours :

Terres de 1 ^{re} classe	11
— 2 ^e »	50
— 3 ^e »	33
— 4 ^e »	6

Quant à la valeur vénale de l'hectare, elle varie, selon la nature du sol, ainsi que l'enquête de 1892 le démontre par les chiffres suivants :

Terres labourables.

1 ^{re} classe.	2.000 fr.
2 ^e »	1.600 »
3 ^e »	1.000 »
4 ^e »	900 »

Prés naturels.

1 ^{re} classe.	2.500 fr.
2 ^e »	1.900 »
3 ^e »	1.200 »
4 ^e »	1.000 »

Bois taillis.

1 ^{re} classe.	1.200 fr.
2 ^e »	1.000 »
3 ^e »	800 »
4 ^e »	700 »

Bois futaies.

1 ^{re} classe.	2.000 fr.
2 ^e »	1.500 »
3 ^e »	1.100 »
4 ^e »	1.000 »

L'effet de la progression constatée en 1866 subsiste jusqu'en 1875, époque où, par suite de la crise agricole, la terre subit une dépréciation de plus de moitié. Depuis la situation est devenue meilleure, car, actuellement, une hausse très marquée permet de consigner les résultats ci-après :

L'hectare de terre labourable vaut de 3000 à 4000 francs.

La même contenance de prairie ou herbage vaut également de 3.000 à 4.000 francs.

Et le prix d'un hectare de lande varie de 500 à 1.000 francs, car cela dépend de la facilité d'exploitation.

§ 2.— *Prix de location.*

Nous reproduisons ici, d'après le rôle du vingtième de l'année 1754, un tableau de la valeur locative du journal de terre, suivant la nature des biens constituant alors le territoire de la paroisse¹.

NATURE DES BIENS	PRIX MOYENS RÉSULTANT DES QUALITÉS		
	BON	MÉDIOCRE	MAUVAIS
Terres labourables.	12 l. » »	10 l. » »	8 l. » »
Jardins/potagers	30 l. » »	20 l. » »	15 l. » »
Jardin ou courtil	30 l. » »	20 l. » »	15 l. » »
Vergers	45 l. » »	30 l. » »	20 l. » »
Prés.	30 l. » »	20 l. » »	15 l. » »
Bois taillis	10 l. » »	7 l. 12 s.	5 l. » »
Landes	1 l. 10 s.	1 l. » »	» » 15 s.
Pâtures	15 l. » »	12 l. » »	10 l. » »

1. Arch. du Morbihan, Série C.

Suivant le rôle précité de 1754, le sieur Lalle-Housse possède sur le territoire de Lesbin une tenue par lui acquise moyennant 4.000 livres et comprenant logement, jardin, courtils, 2 journaux de pré, 17 journaux de terre chaude, et 30 journaux de lande. Le revenu de cette exploitation est évalué à 200 livres, c'est-à-dire à cinq pour cent, au vingtième du capital.

Toujours en 1754, et d'après la même source, une tenue au village de Kerbrochant, consistant en 15 journaux de terre labourable, et 15 journaux de lande, était affermée moyennant une redevance se décomposant ainsi qu'il suit : 39 livres, 10 sols en argent ; 13 perrées de seigle estimées 91 livres 10 sols ; 4 perrées d'avoine estimées 13 livres 9 sous 4 deniers ; 1 perrée de mil estimée 8 livres 5 sols et 1 perrée de blé noir estimée 5 livres 6 sols ; la dite redevance représentant au total une somme de 158 livres.

De même que la valeur vénale du sol, sa valeur locative avait, en 1866, bénéficié, depuis 30 ans, d'une augmentation d'un tiers au moins.

Voici les prix de location à l'hectare relevés, à cette époque, pour les immeubles ci-après désignés :

Prairies	150 fr.
Terres de 1 ^{re} classe	150 »
» 2 ^e »	130 »
» 3 ^e »	90 »

En 1892, les fermages qui précèdent avaient subi une diminution de 60 pour cent. On en juge par ce tableau de la statistique officielle :

PRIX ANNUEL DU FERMAGE A L'HECTARE

Terres

1 ^{re} classe.	60 fr.
2 ^e »	50 »
3 ^e »	30 »
4 ^e »	25 »

Prés naturels.

1 ^{re} classe.	100 fr.
2 ^e »	80 »
3 ^e »	65 »
4 ^e »	50 »

Aujourd'hui la terre de labour se loue à Pont-Scorff de 140 à 160 francs l'hectare, suivant la qualité des héritages exploités, et la valeur locative des prés et pâturages est de 150 francs l'hectare.

Il est assez rare à Pont-Scorff qu'un propriétaire loue séparément et en détail chacune des parcelles de terre qui forment son patrimoine. Les exploitations agricoles cédées à titre de bail se composent, le plus souvent, d'un lot d'immeubles ruraux qui est, suivant son importance, désigné sous le nom de petite ferme, moyenne ferme, ou grande ferme.

Les petites fermes contiennent de 8 à 10 hectares, landes et fossés compris, et sont louées de 600 à 800 francs, suivant la valeur des terres labourables et des prairies.

La contenance des moyennes fermes est de 9 à 12 hectares, dont le prix de location varie de 800 à 1100 francs, landes, prairies et pâtures comprises.

Enfin, les grandes fermes comprennent 12 à 18 hectares loués de 1200 à 1700 francs.

Ces prix de location relativement élevés s'expliquent par la présence sur la ferme de nombreux pommiers, dont le profit augmente les revenus créés par la culture du sol.

CHAPITRE II

La mise en valeur du sol

SECTION I

Mode d'exploitation

Les modes d'exploitation que nous rencontrons à Pont-Scorff, au cours des siècles, sont le faire valoir direct, le bail à domaine congéable, le bail à détroit et le bail à ferme ordinaire.

§ 1. — *Faire valoir direct.*

Le faire valoir direct par le propriétaire et le bail à ferme ordinaire sont actuellement les seuls modes d'exploitation pratiqués en notre commune.

Sous l'ancien régime, le faire valoir ou exploitation directe n'existe que chez les paysans possesseurs

d'une closerie ou petite ferme. En 1754, Paul, Anne et Marguerite Benoist et Pierre Kervorgant font valoir au village de Kerhuennec une tenue consistant en logement, courtils, jardin, 6 journaux de terre labourable, et 7 journaux de lande, le tout évalué, pour la perception de l'impôt, à un revenu de 237 livres 18 sols¹.

Aujourd'hui les petites propriétés sont presque toutes exploitées directement par le propriétaire, tandis que les grandes et les moyennes sont plutôt détenues à titre de bail à ferme.

§ 2. — *Domaine Congéable.*

Le bail à domaine congéable est un mode d'adjudication spécial à la Basse-Bretagne où, survivant à l'hécatombe effectuée par la Révolution, il laisse encore de nos jours certaines traces de sa vitalité dans les environs de Pont-Scorff. La question de son origine a donné lieu aux plus vives controverses, ce que nous mentionnons simplement pour mémoire, attendu que ce point particulier n'offre aucun intérêt pour la conduite de notre travail.

Le domaine congéable a également soulevé de vives

1. Arch. du Morbihan, rôle du vingtième, série C.

critiques et, de nos jours, il compte encore de nombreux détracteurs. On lui reproche surtout son caractère féodal qui, indépendamment de la rente conventionnelle, assujettit le domanier à de lourdes prestations, telles que le droit de suite, les corvées et les commissions. Mais ces obligations, dit M. Em. Chénon¹, ont été établies à la suite d'usurpation seigneuriales, qui ont dénaturé le caractère originaire du bail à convenant. M. Jean Keraly n'a pas hésité à prendre sa défense, et, dans un très intéressant travail², il démontre péremptoirement que ces accessoires, ces devoirs supplémentaires ne font pas partie de l'essence du contrat : ils n'entrent pour rien dans l'ossature de la convention. En effet, lors de l'apparition de ce mode de culture en Basse-Bretagne, la redevance consiste simplement en une indemnité dérisoire, tout juste suffisante pour expliquer l'abandon temporaire de jouissance que le *foncier* a bien voulu consentir en faveur du tenancier. C'est seulement lors de l'introduction du fief en Bretagne, c'est-à-dire du x^e au xi^e siècle, que la noblesse bretonne, faisant siennes les mœurs de la noblesse française, mêla dans le bail à convenant, aux charges découlant de ce contrat, des charges qui tenaient de la féodalité.

M. Emile Chénon définit le *domaine congéable* ou

1. Cf. *L'ancien droit dans le Morbihan*, p. 76.

2. *Etude sur les domaines congéables*. Hennebont, 1909.

bail à convenant : un contrat par lequel le propriétaire d'un héritage transportait à un tiers, moyennant redevance, à la fois la *jouissance* du tréfonds avec le droit d'y faire certaines améliorations, et la *propriété* des édifices et superficies actuellement existants; il ne se réservait que la propriété du tréfonds et la faculté perpétuelle de *congédi*er le tenancier, en lui remboursant la valeur des superficies et des améliorations qu'il aurait faites¹.

Pour M. Jean Keraly, le bail à domaine congéable est un contrat synallagmatique par lequel le propriétaire d'un immeuble (le foncier) concède précairement à un tiers la *jouissance* du fonds, moyennant une redevance annuelle (*rente* convenancière) et aliène en même temps à ce tiers (domanier, colon, tenancier, édificier) soit la propriété des plantations, constructions et autres travaux de toutes sortes qui recouvrent ce fonds, et dont l'ensemble constitue les édifices et superficies, soit, si le sol est nu, le droit de créer ces édifices et superficies; le tout en se réservant expressément ou tacitement la faculté de résoudre la propriété du domanier, en lui remboursant la valeur à dire d'experts. Ce droit de dépossession s'appelle *congément* ou *congédiement*, d'où le nom de bail à domaine congéable².

1. Em. Chénon, *L'ancien droit dans le Morbihan*, p. 63.
2. Jean Lalau-Keraly, *op. cit.*, p. 22.

Pour garantir le domanier contre le congément, l'usage s'est établi de lui assurer la possession de sa tenue pendant 9 ans. Cette *baillée* doit être renouvelée à son expiration, et donne lieu au paiement par le domanier d'un droit de commission. Elle énumère les rentes, les corvées, les obligations auxquelles le tenancier est astreint, notamment celle de suivre le *distroit* du moulin et de faire à son tour la *cueillette* du rôle-rentier de la seigneurie. Malheureusement, la hausse progressive des commissions à chaque renouvellement de baillée finit par priver les domaniers de toutes leurs économies.

Le domanier, en sa qualité de propriétaire du domaine, peut toujours le vendre, le louer, l'hypothéquer. Mais comme il n'est tenu que *propter rem*, il peut aussi *déguerp*, faire *exponse*, pour se libérer du paiement de la rente. Le foncier lui rembourse alors ses droits réparatoires¹.

M. H. Sée attribue aux conditions économiques particulières de la Bretagne le développement du bail à domaine congéable. « La plus grande partie de cette province, dit-il, était inculte, couverte de forêts et de landes. On peut supposer que, sur ces terres vagues, les propriétaires nobles établirent des domaines congéables, car, par la nature du contrat, les

1. J. Keraly, *op. cit.*, p. 24.

domaniers avaient intérêt à améliorer leur tenue, et le *droit de juveigneurie* poussait les familles des domaniers à essaimer peu à peu dans l'intérieur de la Péninsule^{1,5}

Les héritages baillés à domaine congéable peuvent appartenir aussi bien à des bourgeois ou des paysans qu'à des nobles. Les tenues comprennent ordinairement des pièces éparses et n'ont pas toutes la même étendue. En général, chaque domaine est habité, et sur les convenants s'élève un village. En outre, les terres labourables forment à peine la moitié de l'importance des domaines congéables, les landes et les prés complètent leur superficie.

Le convenue renferme des terres chaudes et des terres froides. Celles-ci ne sont mises en valeur que tous les sept ou huit ans. On obtient une chétive récolte en les *écobuant*, c'est-à-dire en faisant brûler les buissons qui végètent à leur surface. La terre, après avoir été ainsi défrichée temporairement, retourne à l'état de lande servant uniquement à la pâture des bestiaux et à la confection d'un médiocre engrais.

La rente convenancière due pour le profit annuel d'une exploitation tenue à titre de bail congéable

1. *Les classes rurales en Bretagne du xvi^e siècle à la Révolution*, p. 266.

comprend des redevances en nature et des redevances en argent. Elle se compose donc des éléments les plus divers : somme en deniers, minot, râcle ou comble d'avoine, de seigle, d'orge, de froment, de mil ou de blé noir, moutons, chevaux, chapons, poules. A tout cela s'ajoutent invariablement les corvées, parfois évaluées en argent, ainsi qu'une somme fixe pour pot de vin sur la baillée¹.

En 1754, M. de Montigny figure au Rôle du vingtième comme propriétaire d'une tenue sise au village de Keryaquel, et possédée à titre de convenant par un domanier qui doit à ce titre une rente comprenant 4 l. 6 s. en argent, 2 minots de seigle estimés 3 l. 10 s., 6 minots d'avoine comble, estimés 6 l. 6 s., 6 chapons estimés 4 l. 10 s. et des corvées évaluées à 3 l., soit ensemble 260 l. 2 s.².

A la fin du XVIII^e siècle, les fonciers, dans le but d'augmenter leurs revenus, multiplient les congéments. Cette manœuvre a pour résultat de diminuer singulièrement le nombre des baux à convenants, au détriment desquels le bail à ferme, plus avantageux pour le propriétaire, se substitue progressivement. N'ayant découvert aucun document à ce sujet, nous ne savons quelle fut, lors de la Révolution,

1. H. Sée, *op. cit.*, p. 279.

2. Arch. du Morbihan, série C.

l'attitude prise par les habitants de Pont-Scorff, vis-à-vis du domaine congéable. Celle de la municipalité de Caudan paraît plutôt agressive, si nous en jugeons par la pétition sans date adressée « à messieurs les Députés composant le Comité des Droits féodaux de l'Auguste Assemblée nationale de Paris. »¹

Dans cette pièce, les élus de la commune, se faisant les interprètes de leurs concitoyens, déplorent l'augmentation exagérée du prix des tenues qui égale au moins le fruit du travail, la signification arbitraire des congéments, les fraudes dans les prisagés, le forçement des commissions, et l'abus des corvées. Ils concluent en demandant la transmission des domaines « à perpétuité et par héritages des pères aux enfants et la récusation des procureurs inexperts ci-devant chargés d'estimer les travaux et les sueurs des pauvres laboureurs. »

Malgré la véhémence de son réquisitoire, la commune de Caudan ne réclame pas la suppression du domaine congéable. Elle demande au contraire son maintien, mais en sollicitant quelques légitimes réformes dans l'intérêt du domanier. Aussi la loi du 6 août 1791 a-t-elle conservé le domaine congéable;²

1. L. Dubreuil, *Les vicissitudes du domaine congéable en Basse-Bretagne à l'époque de la Révolution*, t. I, p. 249.

2. Cf. J. Keraly, *op. cit.*, p. 109 et suiv.

en corrigeant ses abus, et en créant la réciprocité du congément.

Enfin, la loi du 8 février 1897, vient, plus de cent ans après, compléter la réforme au moyen de *l'exponse payante*, c'est-à-dire par le droit reconnu au domanier de réclamer la plus-value apportée à la propriété, ou, si le foncier refuse ce paiement, de forcer celui-ci à réduire le chiffre de la redevance convenancièrè.

L'amoindrissement du bail à domaine congéable au XIX^e siècle n'est pas resté inaperçu. C'est donc avec raison que, dans leur rapport, les délégués de Pont-Scorff pour la rédaction de l'enquête de 1866, se sont exprimés ainsi : « Le domaine congéable tend à décroître, et son application a considérablement diminué depuis 30 ans par suite des congéments. L'intérêt du congément, qui double au moins le revenu et la valeur de la propriété, est tellement évident que ce système domanial finira probablement par disparaître dans un temps assez court. »

Aujourd'hui le domaine congéable a disparu de Pont-Scorff. On en signale, toutefois, encore un cas dans une commune de son canton, c'est-à-dire à Quéven. C'est peut-être le seul exemple de ce mode de tenure qui subsiste dans la contrée.

§ III. — *Bail à détroit.*

Le métayage en, tant qu'il s'agit du partage par moitié, entre le propriétaire et le preneur, de la récolte en grains et en fruits, et du bénéfice sur le bétail, ne paraît pas avoir été usité autrefois dans la région de Pont-Scorff. La seule forme du métayage que l'on rencontre anciennement dans cette commune, surtout au XVIII^e siècle, est connue sous le nom de *bail à détroit*¹. Le métayer donne au propriétaire, tantôt le tiers des grains seuls, tantôt le tiers des grains et une redevance en argent, appelée la petite ferme, et qui est regardée comme l'équivalent d'une partie des pommes, du chanvre et du croît des animaux. Ce bail peut avoir lieu sur l'initiative du propriétaire lui-même ou d'un détenteur à titre de convenant.

En 1541, les deux métairies de Guélingam sont louées « à tiercze gerbe » l'une à Yven Tyherry et l'autre à Charles Le Carrer².

En 1599, la métairie de Brémelin est tenue à *la tierce gerbe* par Mathieu Quezven, qui devait, à ce titre, au prince de Guémené, six minots d'avoine et une poule de chefrente, le tout livrable à la saint-Gilles³.

1. Cf. H. Sée, *op. cit.*, p. 252.

2. Arch. nat., Q¹ 776.

3. Arch. nat., *loc. cit.*

Voici encore plusieurs exemples de ce genre d'admodiation empruntés au Rôle du vingtième de l'année 1754 :

Le 28 janvier de ladite année, Jacques Adrien Gougeard donne à bail une terre au village de Kerbaul consistant en logement, courtil, 11 journaux de terre, neuf journaux de lande et un petit pré moyennant 80 livres en argent et le tiers des grains à provenir de la récolte, le tout estimé 240 livres.

Le sieur Le Lidec, domanier, loue sa tenue, consistant en logement, jardin, courtil et 11 journaux de terres labourables, moyennant 36 livres en argent, le tiers des grains et 2 couples de chapons, le tout estimé 194 livres 10 sols, sur laquelle somme le preneur doit acquitter au foncier 13 livres 15 sols pour la rente convenancière due par ledit sieur Lidec.

Henri Le Moeur et Claude Collet perçoivent une somme de 90 livres en argent et le tiers des grains estimé 200 livres, soit au total 290 livres, pour le fermage annuel d'une tenue au village de Kervaise, consistant en maisons, jardins, 2 journaux de pré, 20 journaux de terre et carrières, qu'ils avaient prise eux-mêmes de la Dame de Cintré, à titre de domaine congéable, sous la condition d'acquitter 30 livres de rente convenancière.

En 1750, Monsieur de la Grationnaye est propriétaire à Keryaquel d'une tenue consistant en logement, jardin, courtil, un quart de journal de verger, six

journaux de terre chaude, et quatre journaux de landes qu'il a délaissés à Louis Guillas, à titre de domaine congéable, suivant baillée du 1^{er} février 1737, devant Chevalier, notaire, à charge de payer une rente convenancière de 24 livres 10 sols, et une chefrente de 4 livres 10 sols. Louis Guillas avait lui-même, après la baillée faite à son profit, loué la dite tenue au profit de Jean Falvas, aux termes d'un contrat passé devant Le Guerel, notaire, le 18 juin 1738, moyennant une redevance annuelle de 90 livres en argent, 2 cents de fagots estimés 10 livres, et le tiers des grains estimés 60 livres, ensemble 160 livres.

§ 4. — *Bail à ferme.*

A mesure que le bail à ferme s'introduit dans les mœurs, le bail à convenant devient de moins en moins fréquent, au moyen de l'exercice plus ou moins arbitraire du droit de congément. Cette évolution, très sensible au cours du XVIII^e siècle, correspond avec les efforts des propriétaires pour accroître leurs revenus, en profitant des améliorations réalisées dans le rendement du sol.

On remarque aussi qu'à cette époque les domaniers, dans le but de se décharger des travaux de la culture, et tout en bénéficiant de la hausse constatée dans la production des terres, donnent eux-mêmes, aussi bien à bail à détroit qu'à bail à ferme, des immeu-

bles dont ils jouissent déjà pour leur propre compte à titre de convenant.

Voici un exemple de cette opération prise dans le contexte du Rôle du vingtième.

Suivant baillée intervenue devant Verger, notaire à Lorient, le 10 janvier 1750, la veuve Jean Le Masson avait pris à domaine congéable des dames Bigeaud et Loyan une tenue au bourg de Lesbin, consistant en logement et courtil, 1 journal de pré et 12 journaux de terre, moyennant une rente convenancière de 32 livres 16 sols; mais, peu de temps après, par suite d'un nouvel accord juridique, les mêmes biens se trouvent entre les mains d'Yves Renaud, à qui la veuve Le Masson, domanière, les a cédés à titre de bail à ferme, moyennant une redevance de 162 livres 3 sols, payable chaque année.

Sous l'ancien régime, le domaine proche des seigneurs et les immeubles appartenant aux bourgeois sont donnés à ferme à des laboureurs, qui constituent, avec les domaniers, la majeure partie de la population agricole.

L'importance des fermes, comme la situation économique des preneurs, offre une grande variété. Elle diffère suivant leur superficie. Les unes sont assez vastes, tandis que certaines closeries renferment à peine 5 à 6 journaux et même moins¹.

1. Cf. H. Sée, *op. cit.*, p. 243.

Ces exploitations forment un domaine assorti où l'on trouve des terres labourables, des prés, des landes, des bois, des vergers. Les terres labourables représentent ordinairement plus de la moitié de la superficie. Le Rôle du vingtième de 1754 nous permet de donner ici la description de plusieurs fermes d'importance et d'étendue variables.

Une tenue à Kéréven consiste en logement, jardin, courtil et 13 journaux de terre labourable.

Une autre, sise au village de Lann-Hir, comprend, avec le logement et le courtil, 1 journal de pré, 8 journaux de terre labourable, 2 journaux de landes.

Une tenue à Lomener se compose des articles ci-après : une maison, 1 jardin, un courtil, $3/4$ de journal de terre labourable, 18 journaux de pré et 3 journaux de landes et frostages.

Un petit domaine situé à Keréven et appartenant à Françoise Le Guern, épouse du sieur du Hallier, consiste en logement, jardin, 14 journaux de landes et 6 journaux de labour.

Le fermage est payable en argent ou en nature, quelquefois en argent et en nature. De plus, le fermier peut être astreint à faire des corvées de charrois ou de labour indépendantes des corvées seigneuriales. La convention l'oblige souvent aussi à acquitter les redevances féodales ou une partie des impôts.

La redevance du bail consiste ordinairement

en une somme d'argent, à laquelle s'ajoute souvent des prestations en grains, chapons, poules, beurre, cidre, châtaignes, moutons, chevreaux etc. Parfois la rente est soldée en nature.

Ainsi le fermier d'une tenue à Brémelin, appartenant à l'abbé Le Masson et consorts, doit une redevance qui consiste en 361 livres en argent et 1 minot de châtaignes estimé 1 livre, soit au total 362 livres. Cette tenue comprend 18 journaux de terre chaude, 3 journaux de pré et 17 journaux de lande.

En 1754, la métairie du Parc du Loup, appartenant à la dame Bigeaud de Lorient, est affermée à Alain le Meur pour 40 livres.

Jerôme Le Coroller possède, en ladite année, une tenue située au village de Kerbrochand, et qui consiste en 15 journaux de lande et 15 journaux de terre labourable. Le tout est loué à Louis Guyonwarch, moyennant un fermage composé de 39 livres 10 sols en argent, et de protestations en seigle, avoine, mil et blé noir, représentant une somme de 118 livres 10 sols.

A l'instar de ce qui se produit pour le domaine congéable, il peut arriver que le renouvellement du bail à ferme donne lieu à l'acquit d'un droit de *commission*. Voici un cas où il s'élève à plusieurs centaines de livres : le moulin du Prince est affermé

par le sieur Michel, inspecteur et régisseur de la principauté de Guémené, devant Guiomard, notaire, le 17 janvier 1780, moyennant une redevance annuelle de 1000 livres. A ce fermage s'ajoute une commission de 900 livres¹, charge assez lourde puisqu'elle égale presque l'importance du fermage. En citant cet exemple, nous ne prétendons cependant pas assurer que la dite stipulation ait été d'un usage courant dans tous les renouvellements de baux à ferme ou à loyer.

De nos jours, les grandes et les moyennes propriétés sont généralement louées à prix d'argent. Quant aux petites propriétés, elles sont presque toujours exploitées directement par les propriétaires eux-mêmes.

En 1892, sur les 155 exploitations comprises dans le territoire de Pont-Scorff, 69 sont, comme on l'a vu plus haut, occupées par des fermiers, en vertu d'un bail authentique ou sous seing privé, et 42 ont fait l'objet d'une location verbale. Les 44 autres sont tenues en main par les propriétaires qui en jouissent personnellement.

La durée des baux à ferme est, à notre époque, à peu près partout de 3, 6 ou 9 ans. L'accord des parties donne lieu à la rédaction d'un bail, sauf en ce qui regarde les locations de peu d'importance,

1. Archives du Morbihan, B. 3077.

pour lesquelles on se contente d'une déclaration verbale.

L'entrée en jouissance a lieu, à Pont-Scorff, dans une partie de la commune le 17 avril, et, dans le surplus du pays, le 17 septembre.

Une des principales conditions du bail imposées au fermier est de conserver en bon état de culture les immeubles qu'il a loués. La convention met aussi à sa charge les frais occasionnés par les réparations locatives, par exemple la réfection des toitures en chaume. Le fermier est, en outre, souvent assujetti à faire un certain nombre de charrois pour le compte du propriétaire.

Le montant du fermage est maintenant, partout payable en argent et reste invariable pendant toute la durée du bail. Le fermage payable, partie en argent, et partie en grains ou denrées, qui était le seul usité autrefois, s'abandonne de jour en jour, pour faire place au loyer en argent.

Les paiements se font en un seul terme, communément le 1^{er} septembre, c'est-à-dire à la Saint-Gilles et quelquefois le 1^{er} avril; ils ont lieu au domicile du propriétaire.

Disons, pour finir, que les redevances de toute nature sont généralement évaluées à un dixième du prix du bail.

SECTION II

LES DIVERSES CULTURES**Répartition des cultures à diverses époques
du XIX^e siècle et en 1913.****Conséquences qui en résultent.**

Les fragments de statistiques dressées avant la seconde moitié du XIX^e siècle au sujet des assolements donnent des chiffres trop inexacts pour que nous soyons autorisés à en tenir compte. En effet, les étendues qu'ils assignent aux terrains affectés à la culture de chaque céréale dépasse de beaucoup la contenance totale des terres labourables, telle qu'elle résulte du cadastre.

Dans ces circonstances, la seule constatation que nous puissions faire, c'est l'importance accordée à la culture du seigle qui occupe les 2/3 de la superficie des terres ensemencées. C'est, en effet, la céréale des terrains pauvres. Le sarrasin et le mil viennent ensuite pour chacun un huitième, alors que le froment et l'avoine se partagent le reste de la superficie.

D'après l'enquête de 1866, les deux tiers des terres labourables sont affectés à la culture des gros grains, et le tiers de surplus à celle du mil et du blé noir. La

proportion entre les différentes cultures est alors motivée par la nature du sol et la qualité de la terre, en même temps que par des facilités de placement. Ajoutons que le manque de capitaux imposait parfois cette manière de procéder.

Les tableaux suivants donnent la répartition des cultures au point de vue de la superficie qu'elles occupent en 1892 et en 1913. Nous verrons plus loin quelle conclusion il faut en tirer au sujet des progrès accomplis depuis cinquante ans.

Statistique agricole de 1892.

	HECT.
Blé	43
Seigle	281
Avoine	76
Sarrasin	104
Mil	6
Chanvre	6
Pommes de terre	50
Betteraves fourragères	9
Racines fourragères	55
Trèfle incarnat	37
Choux	30
Prairies et herbages	305
Jardins	13

Statistique agricole de 1913.

	HECT.
Blé	53
Seigle	266
Sarrasin	81
Avoine.	75
Maïs.	1
Pommes de terre.	113
Chanvre.	0 42
Battereves fourragères.	23
Rutabagas et navets fourragers.	12
Choux fourragers	21
Trèfle	28
Prairies temporaires.	12
Fourrages annuels.	27
Prés et pâturages.	379
Horticulture	1

De ces deux documents se dégagent les considérations suivantes :

La production du blé et de l'avoine reste à peu près stationnaire depuis le commencement du XIX^e siècle. La culture du seigle jouit toujours d'une grande faveur, mais elle a un peu diminué. Celle du méteil et de l'orge n'a jamais eu droit de cité. Le sarrasin ou blé noir conserve toujours ses fidèles adeptes, mais sa production diminue de jour en jour.

La culture du mil, après avoir baissé progressivement, a fini par disparaître entièrement depuis vingt ans. En outre, il ya une cinquantaine d'années que l'on ne voit plus guère de millet dans le canton de Pont-Scorff. Le principal motif pour lequel les laboureurs ont abandonné cette culture est qu'elle ne procurait que de maigres bénéfices. D'autre part, elle nécessitait beaucoup de main-d'œuvre et celle-ci a énormément renchéri depuis 1870. Aujourd'hui, certains garçons de fermes peuvent, en effet, gagner de 100 à 150 francs par mois.

Le chanvre, plante oléagineuse si utile, trouvait son emploi dans la fabrication d'une toile hygiénique, très appréciée de nos ancêtres, toile remplacée, de nos jours, par des tissus de mauvais coton.

Déjà fort compromise en 1834, date où elle figure pour treize hectares, la culture du chanvre ne s'étend plus que sur six hectares en 1892. Les quarante-deux centiares qu'on lui ménage encore en 1913 indiquent bien que le glas funèbre a sonné pour elle.

On voit aussi que la production de la pomme de terre a doublé depuis une vingtaine d'années. Enfin la production de la betterave et d'autres aliments fourragers dénotent l'adoption de méthodes nouvelles, tendant à modifier peu à peu l'assolement au plus grand avantage de la culture intensive.

En 1866, la culture des choux et racines fourragères

n'était encore guère répandue; elle n'occupait que 30 à 45 ares par ferme.

L'extension des cultures fourragères a procuré pour l'élevage du bétail divers avantages : une meilleure nourriture, plus d'engrais et de bons résultats financiers. Ces récoltes, en général, ne sont pas vendues, mais elles se consomment dans les fermes. D'autre part, sauf le son, on n'achète rarement pour les animaux des aliments non fournis par l'exploitation.

En somme, bon nombre de terres ont été défrichées ou améliorées, et, dans certaines fermes où il y a cinquante ans, on entretenait huit vaches et deux bœufs, il y a maintenant douze à quatorze vaches et deux chevaux. La culture n'est plus la même; on sème moins de blé et on fait davantage l'élevage et la plante fourragère. Actuellement, les fermes, pour une bonne partie du moins, ont des instruments aratoires perfectionnés : moissonneuse, charrue Brabant et herse canadienne.

SECTION III

Assolement et rendement des céréales

§ 1. — *Parlaqe des ensemencements.*

La mise en valeur du sol, au point de vue de la rotation des cultures, a parcouru depuis un siècle dans notre localité plusieurs étapes dont il va être question.

L'usage suivi en 1829 pour répartir la nature des ensemencements consiste à mettre un dixième de l'exploitation sous froment, 5 dixièmes sous seigle, 2 dixièmes sous avoine et les 2 autres dixièmes sous mil, blé noir et pommes de terre.

A la même époque, la statistique agricole fournit le croquis ci-après, au sujet des « changements d'ensemencements qui ont lieu chaque année dans la culture des terres de la commune. »

On sèmera l'année prochaine dans les terres où cette année on aura récolté, du froment : seigle ou froment de mars ; du seigle : seigle ou froment de mars ; de l'avoine : mil, blé noir ou pommes de terre ; du mil : seigle ou froment, selon la qualité des terres ; du blé noir : seigle ou froment, selon la qualité des terres ; des pommes de terre : seigle ou froment, selon la qualité des terres.

Ce tableau, renouvelé lors de l'enquête agricole de 1836, donne alors des indications un peu différentes de celles qui précèdent. Voici ce que nous y lisons :

On sèmera l'année prochaine dans les terres où cette année on aura récolté du froment : avoine ou seigle ; du seigle : froment ou 2^e seigle ; de l'avoine : blé noir ou mil ; du mil : seigle ou froment ; du blé noir : seigle ou froment ; des pommes de terre : seigle ou froment ; des légumes secs : chanvre ou lin.

En 1856, l'assolement, d'après M. Lallemand, est de 4 ans, pendant lesquels on sème le froment, le seigle, l'avoine, le mil et le sarrasin dans des proportions variant avec les qualités du terrain, c'est-à-dire que les céréales d'hiver sont d'autant plus étendues que le sol a plus de qualités productives¹.

Aujourd'hui, les cultivateurs sèment dans les mêmes parcelles du blé ou du seigle pendant 2 années successives, et de l'avoine en partie l'année suivante.

Les terres sont, comme il est d'usage dans la contrée, laissées sous *stus*² et nettoyées tous les trois ans. On peut ensuite planter des pommes de terre, cultiver des carottes, piquer des choux fourragers et potagers, ensemercer du sarrasin. Cette dernière culture a une tendance à disparaître du pays et à être remplacée, au

1. *Statistique du canton de Pont-Scorff.*

2. Terre sous *stus* : parcelle non ensemençée en blé ou en avoine, et destinée à la culture de la pomme de terre, du blé noir ou des racines fourragères.

grand avantage du producteur, par celle de la pomme de terre et des plantes fourragères pour l'entretien du bétail.

§ 2. — *Produit moyen par hectare.*

Le tableau suivant donne le rendement moyen par hectare des diverses céréales et pommes de terre récoltées à Pont-Scorff, au cours des années ci-après indiquées :

Blé.

ANNÉES	NOMBRE D'HECTOLITRES
1866.	15 à 20
1892.	15
1913.	16

Seigle.

ANNÉES	NOMBRE D'HECTOLITRES
1866.	20
1892.	16
1913.	17

Avoine.

ANNÉES	NOMBRE D'HECTOLITRES
1866.	20 à 25
1892.	20
1913.	17

Sarrasin.

ANNÉES	NOMBRE D'HECTOLITRES
1866.	30
1892.	26

Millet.

ANNÉES	NOMBRE D'HECTOLITRES
1866.	20
1892.	15

Pommes de terre.

ANNÉES	NOMBRE D'HECTOLITRES
1866.	250
1892.	quintaux. 150

Le rendement des céréales varie quelquefois dans des proportions sensibles, d'une année à l'autre. Les augmentations depuis 1834 dans leur production ont pour cause les défrichements et le progrès de la culture. Il est à noter que la récolte de 1892 dépasse un peu le produit d'une année moyenne. D'autre part, on met sur le compte de la maladie presque toutes les variations subies par la pomme de terre depuis 1850.

§ 3. — *Quantité de semence employée par hectare.*

Voici la quantité de semence employée par hectare en 1892 pour chaque genre de céréales et pour la pomme de terre :

	HECTOLITRES.
Froment.	2.50
Seigle	3 »
Avoine.	2.50
Sarrasin	0.65
Mil	0.35
Pommes de terre	1300 kilogr.

Divers documents de statistique nous permettent, en outre, de mentionner dans le tableau ci-après le nombre de fois que la semence affectée à chaque genre de céréales s'est multipliée dans les années suivantes :

	1822	1825	1829	1834	1836	1892
Froment. . .	3	3	4	5	6	6
Seigle	4	4	5	4	7	5
Blé noir . . .	20	12	30	44	30	40
Mil	25	10	40	48	48	43
Avoine. . . .	3	3	4	4	8	8

Dans son ensemble, ce rapprochement fait ressortir les augmentations successives du rendement par hectare. Un pareil résultat ne peut être attribué qu'à une amélioration des procédés de culture et à un choix plus judicieux des graines.

§ 4. — *Poids des Grains.*

Le Rôle du vingtième pour l'année 1754 fournit sur le poids des céréales à cette époque les renseignements qui suivent, et dont quelques uns semblent ne pas présenter une rigoureuse exactitude :

Le minot de froment comble.	98 l.
— froment râcle.	87 »
— seigle comble.	87 »
— seigle râcle.	70 »
— avoine grosse.	60 »
— avoine menue.	45 »
— blé noir.	80 »
— millet.	90 »

A un siècle et demi de distance, c'est-à-dire en 1892, la statistique décennale établit de la manière

suivante le poids moyen de l'hectolitre des grains
des diverses espèces de céréales.

	KILOGR.
Froment.	75
Seigle	70
Avoine.	52
Sarrasin	55
Mil	72

Quant à la statistique de 1913, elle ne contient
aucun élément d'appréciation concernant le poids
des grains dont nous venons de parler.

§ 5. — *Consommation des Produits.*

Au cours de son étude statistique, M. Lallemand s'est livré à un intéressant calcul sur l'importance des produits récoltés et consommés dans la commune. En voici le résultat avec les observations de l'auteur concernant les réserves de bois croissant sur le territoire.

	Quantités produites	Quantités consommées	Quantités disponibles
Froment	372 h. 52	533 h. 08	39 h. 44
Seigle	2.642 » 40	2.255 » 40	387 » »
Avoine	2.602 » 41	1.270 » 37	1.332 » 04
Sarrasin	1.441 » 40	1.227 » 07	214 » 33
Mil	780 » 50	675 » 61	104 » 89
Pommes de terre .	3.013 » 92	2.981 » 64	32 » 28
Cidre	736 » 44	970 » 17	233 » 73
Foin	465 mil.	386 mil.	79 mil.
Fagots	59.989	66.600	déf. 6.611
Bois de chauffage .	382 m. c.	526 m. c.	déf. 144 ^{me}
Bois d'œuvre . . .	287 m. c.	154 m. c.	» 133 »

Les ensouchements ou réserves des bois de chauffage et bois d'œuvre se composent, savoir : celui des bois de chauffage de 63734 arbres émondables plantés sur les clôtures et cubant 20092 mètres; celui des bois d'œuvre, de 16431 arbres en futaies, châtaigneraies, avenues, etc, et de 8337 arbres résineux, cubant ensemble 9964 mètres.

SECTION IV

**Céréales, produits agricoles
et denrées alimentaires**

§ 1. — *Prix de vente des céréales.*

L'appréciés des grains vendus au marché d'Hennebont donne les chiffres suivants pour les prix de la perrée de chaque nature de céréales :

Froment.

ANNÉES	PRIX
1612.	9 l. » »
1670.	14 l. 10 s.
1672.	11 l. » »
1695.	15 l. » »
1703.	16 l. » »
1725 (beau)	32 l. » »
» (commun).	28 l. » »
1739.	22 l. » »
1759.	27 l. » »

Seigle.

ANNÉES	PRIX
1612.	5 l. 12 s.
1670.	6 l. 12 s.
1672.	4 l. 8 s.
1695.	6 l. » »
1703.	7 l. » »
1725.	14 l. » »
1739.	12 l. » »
1759.	14 l. 10 s.

*Grosse avoine*¹.

ANNÉES	PRIX
1670.	5 l. 12 s.
1672.	4 l. 10 s.
1695.	8 l. » »
1703.	6 l. » »
1725.	11 l. » »
1739.	11 l. » »
1759.	11 l. » »

1. En 1612, la perrée d'avoine vaut 72 sols.

Avoine commune.

ANNÉES	—	—	PRIX
1670.			4 l. 10 s.
1672.			4 l. 4 s.
1695.			6 l. » »
1703.			4 l. » »
1725.			8 l. » »
1739.			9 l. » »
1759.			8 l. » »

Mil.

ANNÉES	—	—	PRIX
1612.			5 l. 12 s.
1670.			7 l. 12 s.
1672.			6 l. » »
1695.			12 l. » »
1703.			10 l. » »
1725.			32 l. » »
1739.			20 l. » »
1759.			20 l. » »

Blé noir.

ANNÉES	—	—	PRIX
1670.			6 l. 16 s.
1672.			4 l. 16 s.

D'après une note placée à la fin du registre de baptêmes de Gestel, le minot de seigle en 1740 se vendait 6 livres et le minot de mil 10 à 11 livres.

La statistique de 1866 ne précise pas la valeur actuelle des céréales, mais elle indique les variations que leur cours a subies depuis une dizaine d'années. Nous copions ces chiffres sans commentaires :

Froment, de 15 à 27 francs; seigle, de 8 à 24 fr.; sarrasin de 8 à 16 francs; avoine de 7 à 18 francs; orge, de 9 à 10 francs; mil, 14 francs;

En 1892, le cours des prix de l'hectolitre concernant les principaux grains donne les chiffres ci-après:

Froment, 15 francs; seigle, 11 francs; avoine, 8 francs; sarrasin, 12 francs; mil, 14 francs.

Voici, pour finir cet article, le prix du quintal des trois principales céréales, à la date du 17 mai 1915, sur le marché de Plouay, où s'écoule la majeure partie des grains de Pont-Scorff : seigle, 23 fr. 50; avoine, 30 francs; blé noir, 20 francs.

Les blés sont battus dans les cours des fermes ou aires à battre par des mécaniques aussitôt après la récolte. On ne réserve jamais cette besogne pour l'hiver. Les machines à battre sont, en général, les manèges à traction animale, système Savary, Quimperlé, force de 6 à 10 chevaux en moyenne, les moteurs Japy et les locomobiles système Lotz.

Toutefois, ces dernières étant trop lourdes et difficiles à transporter, ne sont plus guère employées.

La vente des grains se fait de plusieurs manières. Elle peut avoir lieu au marché de Quimperlé, de Plouay ou d'Hennebont, par sacs de 50 kilogrammes. D'autres fois, on livre aux minotiers ; le cultivateur présente l'échantillon au négociant et le prix convenu, c'est le récoltant qui conduit le blé au moulin.

§ 2. — *Tarif du pain.*

Voici un très original tarif du pain fixé à Hennebont, d'après le prix des grains, au mois de mars 1786.

La première espèce de pain blanc vaut : le pain d'une livre, 4 sous 6 deniers ; celui de deux livres, 8 sous 3 deniers ; celui de trois livres, 12 sous ; celui de six livres, 1 livre 2 sous 3 deniers ; celui de douze livres, 2 livres 4 sous, 3 deniers ; la seconde espèce de pain, dite pain *moussaut*, vaut : le pain de trois livres, 9 sous, 6 deniers ; celui de six livres, 18 sous 6 deniers ; celui de douze livres, 1 livre 16 sous 6 deniers ; la troisième espèce de pain, dite pain *Jahuel*, vaut : le pain de trois livres, 9 sous 9 deniers ; celui de six livres, 19 sous, 3 deniers ; celui de douze livres, 1 livre 18 sous, 3 deniers ; le pain de seigle vaut la première espèce, 3 sous la livre ; la seconde espèce,

2 sous 9 deniers la livre; la troisième espèce 2 sous 6 deniers la livre¹.

Sans nous arrêter aux diverses étapes que le précédent tarif a franchies depuis sa promulgation, disons, pour clore ce paragraphe, qu'à la date du 14 juillet 1915, la maire de Lorient taxait ainsi qu'il suit le prix du pain blanc de première qualité : 3 kilog., 1 fr. 30 centimes; 1 kilog. 500 gr., 0 fr. 67 cent.; 1 kilog., 0 fr. 45 cent.; 500 grammes 0 fr. 25 cent.

§ 3. — Pailles.

Les cultivateurs utilisent leurs pailles pour l'engrais, la couverture des bâtiments et la nourriture des bestiaux. Toutefois la paille de seigle fait l'objet d'une spéculation avantageuse, depuis qu'elle a été adoptée comme matière première dans la fabrication du papier.

Le prix moyen du quintal de paille en 1892 s'établit, ainsi qu'il suit, pour les céréales dont nous allons parler: froment, 5 francs; seigle, 4 francs; avoine, 5 fr; sarrasin, 1 fr. 75; mil, 4 francs.

Le rendement par hectare, année moyenne, qui est celui de la dite année, donne en quintaux le résultat ci-après : froment, 22; seigle, 25; avoine, 25; sarrasin, 19; mil, 18.

1. Archives du Morbihan, B. 2737.

§ 4. — *Prix du foin.*

Suivant la note portée aux registres paroissiaux de Gestel, le prix du millier de foin est de 50 livres. La même quantité figure à l'inventaire du moulin du Prince, en 1782, pour une estimation de 27 livres.

En 1866, la vente des foins des prairies naturelles se fait moyennant 50 à 60 francs les 1.000 kilos. Les prairies formaient alors du sixième au dixième de la contenance des fermes du département, et rapportaient en moyenne à Pont-Scorff 5.000 kilogrammes de foin sec par hectare.

En 1892, le foin de prairie naturel est vendu à raison de 12 francs le quintal. Le rendement par hectare qui, pour une année moyenne, doit être de 80 quintaux, descend en la dite année à 65 quintaux.

Le prix moyen du quintal de foin d'herbage et de pâturage pour la même année est de huit francs. Le rendement moyen de ce genre de foin s'élève alors à 50 quintaux, chiffre sensiblement supérieur au produit d'une année moyenne, qui fournit 40 quintaux.

§ 5. — *Pommes de terre.*

En 1866, les prix de la pomme de terre varient de 2 francs 50 à 4 francs l'hectolitre. Le rendement est de 11 à 12 fois la semence.

La statistique de 1892 évalue le quintal de ce tubercule à la modique somme de 4 francs ; mais, une vingtaine d'années plus tard, le 30 septembre 1915, le kilogramme de pommes de terre se paie 15 centimes sur le marché de Lorient.

§ 6. — *Chanvre.*

Suivant l'enquête de 1866, on aurait, à cette époque, constaté une légère augmentation dans la culture du chanvre qui eut une grande vogue autrefois, mais commença à décliner à la fin du XVIII^e siècle,

A Pont-Scorff, le rendement du chanvre, en 1892, est, par hectare, de 6 hectolitres en grain et de 5 quintaux en filasse. Le prix moyen de l'hectolitre de graine de chanvre représente une somme de 18 francs.

En 1844, les 50 kilogrammes de filasse coûtent 33 francs, alors qu'en 1892, le prix moyen du kilogramme va monter jusqu'à un franc.

Les encouragements prodigués à la culture du lin et du chanvre au moyen de primes par la loi

du 13 janvier 1892 ne semblent pas avoir exercé une influence très efficace chez nos cultivateurs. En effet, de 6 hectares qu'elle était en 1892, la superficie affectée à cette culture est tombée vingt ans plus tard à 42 ares. Il n'existait plus, du reste, qu'un tisseur en 1913 dans la localité.

§ 7. — *Pommes et poires.*

La culture des fruits à cidre tient une large part dans les occupations des habitants de Pont-Scorff. Les frais que nécessitent l'entretien des pommiers et poiriers sont peu importants. En effet, la plantation et le greffage n'ont guère lieu qu'une fois tous les 40 ans. Il faut, en outre, chaque année, bêcher au pied des arbres. La dépense occasionnée par ces travaux, ainsi que les frais de cueillette et de transport de la récolte, sont largement récompensés par le gain énorme réalisé en une année moyenne.

La récolte de 1834 avait donné 1050 barriques de cidre. Le prix moyen de la barrique varie en 1866 de 15 à 25 francs.

En 1892, il existe, en la commune, 17.000 arbres (tant pommiers que poiriers) dispersés sur 118 hectares. La récolte a été de 13.250 hectolitres, représentant un poids de 5760 quintaux et une somme

de 34.450 francs. Si l'on compte, en moyenne, un rendement de 70 litres de cidre par hectolitre de pommes, cela donne une production de 9.275 hectolitres du savoureux nectar.

La statistique de 1913 accuse une récolte en fruits à cidre de 9124 quintaux. Mais cette aubaine est exceptionnelle, car les anciens habitants disent n'en avoir jamais eu de pareille¹.

§ 8. — *Châtaignes.*

En ce qui concerne le commerce des châtaignes, notre commune est loin de jouir de la même renommée que la ville de Redon; mais ce fruit sain et appétissant n'est tout de même pas inconnu chez elle.

En 1754, un minot de chataignes vaut une livre.

L'année 1834 fournit une récolte de 12 hectolitres.

En 1892, 750 châtaigniers disséminés sur une étendue de 5 hectares ont donné un rendement de 35 hectolitres, soit 21 quintaux d'une valeur de 241 francs.

L'année 1913 est plus favorable, car sa production monte à 27 quintaux ou 45 hectolitres².

1. Le 18 septembre 1915, la barrique de pommes à cidre valait 3 fr. 50 sur le marché de Lorient.

2. En 1915, les châtaignes se vendent au marché de Lorient à raison de 0 fr. 40 la livre.

SECTION V

Exploitation d'une ferme de 20 hectares

§ 1. — *Nombre d'animaux entretenus. — Prix de location, mise de fonds. — Frais de culture.*

Quel nombre d'animaux, à Pont-Scorff, une ferme de 20 hectares peut-elle entretenir avec le genre de produits qu'elle cultive ?

A cette question l'enquête de 1866 faisait la réponse suivante : 2 chevaux, 4 bœufs, 16 vaches, 5 à 6 génisses, 5 à 6 porcs. Total 34 bêtes équivalant à 24 têtes de gros bétail. Par tête de gros bétail, on entend une tête de vache bretonne que l'on n'estime pas, dans son état de maigreur habituelle, à plus de 200 kilogrammes, chiffre inférieur de près de moitié à celui des bêtes de l'intérieur de la France. Cette ferme de 20 hectares rapporte un revenu d'environ 2.000 francs.

Quant aux frais de culture, la même enquête les évaluait, pour les prairies artificielles, à raison de 200 à 250 francs l'hectare, et, pour chacune des céréales, à raison de 150 à 200 francs, aussi par hectare. Voici le décompte des principaux frais :

labours, 12 francs; hersage 3 francs; roulage, 3 francs; coût de semence, 45 francs; ensemencement, 12 francs; entretien, 12 francs; moisson, 15 francs; rentrée de grains, battage et nettoyage, etc., 50 francs.

Pour qu'un fermier puisse actuellement prendre une ferme de 15 à 20 hectares, landes comprises, ferme devant être louée de 1500 à 1800 francs, il lui faut une mise de fonds de 10.000 à 12.000 fr., destinée à l'acquisition du mobilier de culture.

Déduction faite des charges et de la main-d'œuvre, cette exploitation devra rapporter 3 fois le prix de location, c'est à dire de 4.500 à 5.400 francs, pour permettre au fermier de payer le propriétaire et de faire honneur à ses affaires.

Le produit de cette ferme peut alimenter une trentaine d'animaux, savoir: 2 chevaux ou 2 juments poulinières, 15 à 20 vaches, suivant les prés et pâturages, 2 ou 3 génisses, 3 ou 4 porcs, dont 2 pour les besoins de la ferme et 2 à l'engrais pouvant être vendus, quand ils pèsent 150 à 200 kilogrammes, ou 2 porcs et 1 truie pour la reproduction. Les petits porcs sont vendus en général quand ils ont 10 semaines ou 3 mois.

Dans certaines fermes, on nourrit 2 vaches à l'hectare, déduction faite dans ce compte des landes et des terres sous céréales. Le bétail est nourri aux champs, exclusivement au moyen des herbages et des prés, et à l'écurie avec des pommes de terre,

des betteraves, des choux, des navets, des rutabagas, du foin et de la paille de blé ou d'avoine.

Il n'est question dans les animaux ci-dessus désignés ni du bœuf, ni du mouton, pour les raisons dont nous allons parler. L'abandon du bœuf comme animal de culture remonte au moins à 20 ans. C'était un animal trop lent, et, la main d'œuvre ayant surenchéri, il fallait le remplacer par le cheval qui, maintenant, permet lui-même de supprimer, pour les labours et autres travaux, un bon domestique de ferme et de réaliser ainsi une sérieuse économie¹. En ce qui concerne l'élevage des moutons, il a été abandonné, parce que les pâturages sont trop maigres pour faire le bon mouton de Normandie. Du reste, certains propriétaires ont, depuis une trentaine d'années, défendu à leurs fermiers d'en élever, sous prétexte qu'ils mangeaient l'écorce des arbres fruitiers et la pousse des bois et des landes. Bref, l'élevage de la race ovine est peu rémunérateur pour le pays.

Nous avons dit, tout à l'heure, comment l'enquête de 1866 évaluait les principaux frais occasionnés

1. D'après une note rédigée en 1830, les bœufs étaient employés aux travaux d'agriculture à partir de l'âge de 3 ans. On les mettait à l'engrais dès qu'ils étaient âgés de 6 à 7 ans, et on les livrait à la consommation à l'âge de 6 à 12 ans.

à cette époque par la mise en valeur d'un hectare de terre. Voici maintenant le détail de la dépense qu'il faut supporter aujourd'hui pour la culture d'un hectare de chacune des céréales suivantes :

	Froment	Seigle	Avoine	Sarrasin
Frais de location	80	55	55	40
Impôts	»	»	»	»
Labours	20	10	15	10
Hersage	5	5	5	5
Roulage	5	5	5	5
Coût de semence	40	30	35	12
Engrais	40	35	35	30
Ensemencement	10	10	10	5
Moisson	15	15	15	15
Rentrée des grains	5	5	5	5
Battage	5	5	5	5

§ 2. — *Série de travaux pour la culture des céréales et emploi des engrais.*

Pour compléter les renseignements que nous avons donnés ailleurs sur les occupations agricoles, parlons ici de la série des travaux de culture qu'il faudra, après l'enlèvement d'une récolte en céréales sur un champ, exécuter sur le même champ jusqu'à l'enlèvement de la récolte suivante.

Après la récolte des blés, on herse, autant que possible, les chaumes qui y restent pour faire germer les mauvaises herbes. On pratique un labour préparatoire et on enfouit le fumier, s'il y en a de disponible, puis on ensemente une seconde fois la même terre en blé ou en seigle, au mois d'octobre en général, et on y passe la herse et le rouleau. Au mois de mars, certains cultivateurs, quand ils peuvent se procurer des engrais chimiques, font un épandage de kainite ou de nitrate de soude sur leurs blés, pour en hâter la végétation. Ce travail est précédé d'un bon hersage pour la pénétration des matières chimiques dans le sol. Egalement, au mois de mars, on nettoie les blés au moyen d'un bon sarclage, quand le temps et la main d'œuvre le permettent. La coupe des blés se fait généralement en juillet.

Les engrais, dont l'agriculture fait usage habituellement à Pont-Scorff, sont les fumiers de ferme mélangés à des landes et des feuillages qu'on laisse pourrir. L'insuffisance de la production du bon fumier a été longtemps proclamée.

Il y a une cinquantaine d'années, on achetait peu d'engrais artificiels, ce qui n'empêchait pas les acheteurs de se plaindre déjà du défaut de garanties de cette marchandise. Ils signalent les fraudes qui accompagnent son trafic et sollicitent l'intervention du gouvernement. De plus, le chaulage est peu pratiqué, bien que l'on reconnaisse son

influence pour améliorer la qualité du sol. D'après l'enquête de 1866, chaque hectare de terre a besoin, en 7 ans, de 10 mètres cubes de chaux estimés 220 francs et de 1000 kilogrammes de phosphate d'une valeur de 330 francs. Le prix de chaulage est de 190 francs par hectare.

En 1892, il a été employé, dans la commune, comme amendement supplémentaires 917 quintaux de phosphates de chaux naturels et 48 quintaux de boues et immondices, ce qui a occasionné une dépense de 917 francs.

SECTION VI

Production animale et vente des animaux

§ 1. — *Bétail entretenu.*

En raison de la nature du sol favorable à l'élevage du bétail, la production animale constitue pour notre localité une source de sérieux bénéfices. Le nombre d'animaux recensés à diverses époques, dans la commune de Pont-Scorff, est fourni par les tableaux suivants :

1822

Chevaux, 190; taureaux, bœufs, vaches, génisses et veaux, 1715; moutons et chèvres, 69; porcs, 277; volailles, 1.180; autres animaux domestiques, 196.

1841

Le recensement des animaux domestiques procure en 1841 les résultats suivants :

Taureaux, 114; bœufs, 211; vaches, 606; veaux, 67; génisses, 254; béliers, 7; moutons, 17; brebis, 6; porcs, 65; chèvres et chevreaux, 9; chevaux, 85; juments, 100; poulains et pouliches, 21; poules et poulets, 622; oies, 23; ruches à miel, 263.

1850

Un état détaillé nous donne, pour l'année 1850, le dénombrement des bêtes à cornes, suivant leur répartition, dans chacune des agglomérations de la commune. Voici le texte intégral de cette curieuse pièce :

Relevé du 25 mars 1850.

	Bœufs	Vaches	Veaux
La ville	6	67	»
Le Ninigean	»	10	5
La Maison-Neuve	2	10	5
Kermovant	2	12	6
Le Templo	4	18	12
La Ville-Neuve	»	28	15
Kerhiuc Yhuel	»	19	7
Kerhuic Yzèle	4	16	6
Keroter	4	16	12
Manè-Billy	10	31	19
Nocunaulé	8	30	17
Kerbaul	4	12	8
Kerblouch	»	10	4
Le Gomenante	2	8	4
Le bourg de Lesbin	»	24	12
Kerdrien	2	8	4
<i>A reporter.</i>	48	319	136

	Bœufs	Vaches	Veaux
<i>Report.</i>	48	319	136
Restrezech.	4	20	8
Parc er Blaye.	»	6	1
Le Leslé	4	10	8
Le Longe	»	4	3
Auberge du Resto.	»	1	»
Manéguenec.	2	7	2
Maison Neuve Lannelosque. . . .	»	1	»
Guélingant.	2	10	6
Penhaudan.	2	10	6
Kervaise.	8	24	12
Bourcicogne	2	15	10
Lomener.	4	20	12
Bretaudis	4	12	8
Kéréven.	6	26	12
Kergal.	2	9	4
Moulin de Saint-Yves	»	3	»
Moulin du Leslé.	»	3	»
Moulin du Prince	»	1	»
Kerviniau	4	20	10
Kermarzevenne.	2	24	13
Lannehir.	2	12	8
Kerguen.	4	24	8
Kerygnen	2	8	4
<i>A reporter.</i>	102	589	271

	Bœufs	Vaches	Veaux
<i>Report.</i>	102	589	271
Kerganaouen.	10	34	20
Le Boterff	»	18	12
Kervorchant.	2	10	6
Lannelosque	2	6	3
Quouerch huen.	2	6	3
Quérizouët.	2	8	4
Kerleau	8	30	17
Kervennec.	2	16	8
Le Nenesse.	4	16	12
Keryaquel	10	56	38
Kerguirisse.	2	10	8
Kermérien le Verger.	2	8	4
Brémelin.	4	24	10
Moulin neuf de Korusseau . . .	»	4	2
Bivière.	2	12	8
Kervorgant.	2	8	6
Le Cosquer.	2	8	6
Kerlive	4	12	12
Pennemané.	2	8	6
Petit Saint-Truchaud	2	6	3
Petit Kerguellavant.	»	2	1
Kerguellavant	2	12	8
Grand Saint-Truchaud.	»	2	2
<i>A reporter.</i>	168	905	470

	Bœufs	Vachés	Veaux
	—	—	—
<i>Report.</i>	168	905	470
Saint-Truchand.	2	10	6
Kerjean	2	16	8
Montplaisir.	»	6	4
Totaux	172	937	488
Ensemble	1.597		

1856

Six ans plus tard, M. Lallemand évalue, dans sa statistique, le bétail entretenu à Pont-Scorff à 160 chevaux et 1061 bêtes à cornes.

1892

La statistique de 1892 donne des indications fort précises dans les termes suivants :

Animaux de ferme et nombre de têtes :

Chevaux entiers de 3 ans et au dessus employés au travail et à la reproduction, 10; chevaux hongres de 3 ans et au dessus, 39; juments de 3 ans et au dessus, 100; poulains de 1 à 3 ans, 65; poulains de l'année, 30; taureaux, 28; bœufs de travail, 6; vaches, 940; élèves de 12 à 36 mois : bouvillons, 15 et génisses, 104; élèves de 6 à 12 mois, 20; veaux

au dessous de 6 mois, 20; béliers, 1; moutons, 5; brebis, 9; agneaux de 2 ans, 4; agneaux d'un an, 2; agneaux de l'année, 2; verrats, 4; truies, 250; porcs, 200; porcelets, 60.

Chevaux des particuliers, des services de transports, des industries de commerce non employés dans l'agriculture, 26.

1913

Enfin la statistique de 1913 fournit, ainsi qu'il suit, les constatations les plus récentes sur les existences animales :

Chevaux au-dessous de 3 ans	145
Chevaux de 3 ans et au-dessus.	207
Taureaux.	8
Bœufs	3
Vaches	1.048
Elèves d'un an et au-dessus.	98
Elèves de moins d'un an	84
Béliers au-dessus d'un an	1
Brebis au-dessus d'un an	15
Moutons au-dessus d'un an	10
Agneaux et agnelles de moins d'un an	9
Verrats.	15
Truies	77
Porcs de plus de 6 mois.	145
Porcs de moins de 6 mois	89

La lecture des chiffres qui précèdent suggèrent les réflexions suivantes :

La progression du chiffre de la population chevaline a pour cause, ainsi que nous l'avons vu plus haut, l'abandon des services du bœuf comme auxiliaire de la culture, ainsi que la prospérité des échanges commerciaux.

Le bénéfice toujours croissant résultant de la vente du beurre et du laitage engage le producteur à augmenter le nombre de bêtes à cornes.

La race porcine fait également bonne figure sur le marché, et l'élévation constatée chez elle peut aussi s'expliquer par une plus grande consommation de viande dans les ménages agricoles qui, pour vivre à meilleur compte, ont intérêt à élever un porc de plus chaque année.

§ 2. — *Prix de vente des animaux.*

En comparant les marchés conclus en 1761 et 1789, on est frappé de la hausse des prix qui n'a cessé de suivre une rapide progression, surtout depuis 1770. Cette hausse, en moyenne de 50 pour cent, résulte aussi bien d'une plus large consommation que d'une plus grande abondance de numéraire, se traduisant par une diminution de la valeur de l'argent. Elle n'a donc profité au développement

de la richesse agricole que dans une mesure très restreinte¹.

Voici les indications que fournit le tableau suivant pour la subdélégation d'Hennebont.

	1761	1789
Bœuf gras	110 l.	172 l.
Bœuf de labour.	60 l.	132 l.
Veau	5 l.	9 l.
Mouton de boucherie	6 l.	6 l.
Vaché à lait	36 l.	75 l.
Génisse	18 l.	50 l.
Porc gras	50 l.	99 l.

La prisée de l'inventaire faite après décès, en 1782, au moulin du Prince, donne, en ce qui concerne la population animale, les estimations suivantes :

Un cheval hors d'âge.	48 l.
Une mule.	60 l.
Une vache noire (<i>sic</i>)	30 l.
Une vache et son veau.	66 l.

Voici, d'après un état dressé en 1830, quel aurait

1. H. Sée, *op. cit.*, p. 432.

alors été le prix ordinaire, par tête et sur pied, des animaux de ferme ci-après énumérés :

Taureaux	45 à 60 fr.
Bœufs maigres	100 à 350 »
Bœufs gras.	150 à 400 »
Vaches maigres.	25 à 60 »
Vaches grasses	40 à 80 »
Veaux.	6 à 18 »
Béliers.	2 à 9 »
Brebis.	3 à 9 »
Moutons.	5 à 10 »
Agneaux.	2 à 3 »
Boucs	3 à 6 »
Chèvres	4 à 7 »
Chevreaux	5 à 20 »

Il est inutile d'insister sur l'écart considérable qui existe entre ces prix et ceux qu'atteignent aujourd'hui les bestiaux de la même catégorie.

Lors de l'enquête de 1866, on établit, ainsi qu'il suit, le prix des animaux, dont voici la désignation :

Un cheval, de 200 à 250 francs ; une paire de bœufs de travail de 400 à 500 francs ; une vache 4 à 7 ans, 100 francs ; un veau, de 30 à 36 francs ; un mouton de 15 à 20 francs ; un porc gras de 150 à 200 francs.

En 1892, les animaux de basse-cour sont, à Pont-Scorff, estimés ainsi qu'il suit : une poule, 1 fr. 50 ;

une oie 4 fr. 50 ; un canard, 2 fr. 60 ; un pigeon, 60 centimes ; un lapin, 80 centimes ¹.

§ 3. — *Viande de boucherie*

En 1740, la livre de viande vaut 4 sols 6 deniers ². La livre de bœuf seul se vend le même prix dix ans plus tard ; mais si la viande de bœuf et d'autres viandes sont prises ensemble, le mélange ne coûte que 4 deniers ³.

Voici, pour l'année 1830, le prix de 5 hectogrammes de chacune des diverses viandes livrées à la consommation : bœuf, 7 sous ; vache, 6 sous ; veau, 4 sous ; mouton, 6 sous ; agneau, 8 sous.

On compte, en la dite année, pour le poids moyen en kilogrammes des animaux suivants : 1^o d'un bœuf 150 à 175 en viande, 26 à 30 en cuir, 25 à 30 en suif ; 2^o d'une vache 150 à 190 en viande, 15 à 20 en cuir, 10 à 15 en suif ; 3^o d'un mouton 25 à 30 en viande, 1 à 2 en cuir, 2 à 3 en suif.

1. En 1754, un mouton vaut 3 livres, un mouton gras, 4 livres ; 1 chevreau, 1 livre ; une couple de chapons 1 livre 10 sols ; une poule 10 sols ; une couple de poulets 12 sols.

2. Registres paroissiaux de la trêve de Gestel.

3. Archives du Morbihan, G. 2980.

Le nombre des bestiaux abattus chaque année dans la commune, à cette époque, pour les besoins de la consommation donnerait les chiffres ci-après : 100 bœufs, 25 vaches, 700 à 800 veaux, dont une partie est envoyée à Lorient; 400 à 500 moutons, 25 à 30 agneaux et 500 à 600 chevreaux.

En 1836, le prix ordinaire du kilogramme de viande s'établit, selon les catégories d'animaux, de la manière suivante : bœuf, 70 centimes ; vache, 50 cent. ; veau, 70 centimes ; mouton, 70 centimes ; agneau, 80 centimes ; chevreau, 40 centimes.

Les quantités de viande consommées, chaque année, dans la commune de Pont-Scorff, telles qu'elles résultent de l'enquête de 1836, sont consignées dans le tableau suivant :

Bœuf	de 30.000 à 32.000 l.
Vache	» 1.600 à 2.000 l.
Veau	» 5.500 à 6.500 l.
Mouton	» 1.000 à 1.100 l.
Agneau	» 200 à 240 l.
Chevreau	» 900 à 1.000 l.
Porc	» 20.000 à 22.000 l.

Le croquis ci-après indique, pour l'année 1892, la désignation et le nombre des animaux abattus pour la boucherie; 2° le poids net moyen de viande

de l'animal; 3^o le prix moyen de vente du kilogramme de viande :

300 bœufs, vaches et taureaux : 100 kil., 1 fr. 50.

50 génisses : 40 kilog., 1 fr. 60.

356 veaux : 30 kilog., 1 fr. 40.

48 moutons : 16 kilog., 1 fr. 80.

215 porcs : 145 kilog., 1 fr. 20.

Les bœufs, vaches et taureaux sont abattus à 6 ans, les génisses à 2 ou 3 ans; les veaux à 3 mois; les moutons et brebis à 2 ans et les porcs à 1 an.

En comparant les prix de vente que nous indiquons ci-dessus avec ceux relevés dans la statistique de 1830, on s'aperçoit aisément que les prix ont plus que quadruplé dans une période de 60 ans.

§ 4. — *La vente de beurre.*

Le beurre figure dans les produits agricoles de Pont-Scorff comme l'une des plus importantes sources de bénéfices ménagers. Il ne fait l'objet d'aucune exportation lointaine et trouve un large écoulement, soit dans la localité même, soit sur le marché de Lorient.

La concurrence étrangère avait, il y a une vingtaine d'années, fait diminuer son prix. Mais, depuis, le cours s'est relevé, et, par suite de la terrible crise

que nous traversons, il atteint aujourd'hui un taux presque inaccessible aux porte-monnaie les mieux garnis.

En 1740, la livre de beurre coûte 10 sols : en 1754, on estime 15 livres de beurre la somme de 3 livres 15 sols, ce qui fait 5 sous par unité¹.

Le kilogramme de beurre se payait dans ces derniers temps, savoir : en 1900, 2 francs 90 centimes ; en 1906, 2 francs 70 centim. s ; en 1912, 3 francs 20 et en 1915, 3 francs 50.

La petite vache bretonne produit en moyenne 1460 litres de lait par an, et l'effectif des vaches laitières de Pont-Scorff qui, en 1892, se composait de 600 têtes, en comprend aujourd'hui 1 millier.

SECTION VII

Syndicat agricole de Pont-Scorff

Le syndicat agricole du canton de Pont-Scorff fut fondé en 1890 par M. Louis Gouliau, propriétaire à Coat-er-Malo en Guidel, M. Pierre Guyomar, ancien maire de Guidel et M. Laporte, ancien conseiller général et maire de Pont-Scorff.

1. Archives du Morbihan, série C,

Tout en s'occupant des intérêts matériels de l'agriculture, le syndicat avait surtout pour objet de développer l'esprit d'association, le sentiment de la solidarité communale et cantonale, en rapprochant les cultivateurs des diverses localités du canton.

M. le marquis Guy de Polignac « dont la bonté et la générosité se répandaient sur ce coin de terre comme une rosée bienfaisante¹ » n'avait pas attendu sa nomination en qualité de président d'honneur pour prodiguer ses encouragements et promettre sa coopération la plus active aux œuvres de l'association naissante.

Nommé Président effectif en 1896, M. le marquis de Polignac continue à se dépenser avec le plus grand désintéressement pour la prospérité du syndicat, jusqu'au mois de septembre 1901, date à laquelle le mauvais état de sa santé l'obligea à se démettre de ses fonctions.

Après la perte cruelle occasionnée par le décès de M. le marquis de Polignac survenu le 17 octobre 1901, de généreux bienfaiteurs, en tête desquels figurait M^{me} la marquise de Polignac, tentèrent un essai de Mutuelles-bétail greffées sur le syndicat. Mais la lenteur des progrès réalisés par l'esprit

1. *Monographie du Syndicat de Pont-Scorff*, dans le *Bulletin mensuel de l'Union des Syndicats du Morbihan*, n° du 15 mai 1909.

d'association ne pouvait permettre de sitôt la réussite de cette louable entreprise.

Une réunion générale tenue à Pont-Scorff le 14 juin 1904 fut marquée par l'élection de M. le marquis Melchior de Polignac, fils du fondateur, en qualité de président d'honneur du syndicat. C'était un nouvel hommage rendu à la mémoire du vaillant président fondateur qui prodiguait naguère son temps et son argent pour assurer le succès de sa création. On peut également rappeler ici que la famille de Polignac contribua, pour une large part, aux subventions accordées par diverses personnes pour accorder des prix plus importants aux concours de Guidel, en 1907 et de Pont-Scorff, en 1908.

Dans la réunion tenue le 28 février 1909, l'assemblée générale du syndicat, après avoir accepté la démission de M. Laporte, président, arrêta son choix sur M. le prince Henri de Polignac, qui fut en conséquence élu président à l'unanimité des voix et à mains levées. M. le marquis de Polignac fut en même temps maintenu à la présidence d'honneur. Comme don de joyeux avènement, M. le prince de Polignac annonça qu'il se proposait de publier un supplément au Bulletin de l'Union des syndicats agricoles de Morbihan. Cette feuille, uniquement rédigée pour les membres du syndicat, devait leur être distribuée gratuitement.

Toute la pensée syndicaliste qui animait le Prince de Polignac, toute l'affection dont il entourait le travailleur des champs, se résume dans cette phrase que nous détachons de son rapport (27 avril 1909) sur l'assurance contre la mortalité du bétail : « L'agriculture étant la base de la fortune du pays et la mère nourricière de la France, tous nos efforts doivent tendre à ce que ses intérêts soient représentés et défendus par de vrais agriculteurs. »

Telle est la règle de conduite que devront, à la suite de la pénible étape que nous parcourons, adopter les économistes soucieux de réparer les ruines nationales et de relever dans notre beau pays le prestige et la force de l'agriculture.

Convaincu des services que peut rendre le crédit mutuel agricole pour maintenir les jeunes à la campagne, le Prince Henri de Polignac s'était fait l'ardent protagoniste des caisses locales qui en sont l'une des manifestations.

Nous publierons ultérieurement le rapport qu'il présenta sur cette question à l'Assemblée générale de l'Union tenue à Vannes le 2 juin 1914. Il nous est d'autant plus doux de rappeler dans cet ouvrage le document précité qu'il est le dernier témoignage de sympathie de son auteur envers les œuvres du Syndicat.

La déclaration de guerre devait, en effet, quelque semaines plus tard, interrompre ses travaux, le sépa-

rer des siens et lancer ce noble prince dans la sanglante mêlée où il tomba glorieusement, face à l'ennemi, pour la défense de la Patrie.

Il serait injusté de passer sous silence une savante monographie du syndicat du canton de Pont-Scorff, présentée par M. Moëllo, adjoint au maire de Guidel, et qui a été insérée au Bulletin mensuel de l'Union des Syndicats agricoles du département du Morbihan (numéros des 15 mai et 15 juin 1909). Ne pouvant, à notre grand regret, en parler longuement ici, contentons-nous de résumer, en quelques lignes, les développements que l'auteur a consacrés à son intéressant sujet.

Achat de trieurs Marot et de charrues défricheuses, création de magasins d'engrais de bon aloi, obtention de remises sur l'achat d'instruments agricoles, acquisition de taureaux pour la conservation de la race bretonne et organisation de nombreux concours, avec large distribution de récompenses dans les principales communes du canton de Pont-Scorff : tels sont les avantages signalés que les promoteurs du syndicat ont procurés au pays, grâce à leur intelligente direction.

CONCLUSION.

D'après les explications fournies au cours de cet ouvrage, il est facile de se convaincre que la situation agricole de Pont-Scorff est loin d'être mauvaise. On peut concevoir plusieurs manières de la maintenir et même d'augmenter sa prospérité. Bornons-nous à préconiser celles dont nous allons parler et qui ont pour but en premier lieu d'empêcher la désertion des campagnes.

Les auteurs de l'Enquête agricole de 1866, avant de clôre leur rapport, indiquent les moyens les plus propres à améliorer la condition de l'agriculture et les mesures que, suivant eux, on devrait prendre dans cette intention. Je ne sais quel accueil aurait été fait à ce programme par nos fougueux réformateurs, si ces doctes économistes eussent vécu au ^{xx}^e siècle.

Quoi qu'il en soit, à cause de la justesse de leurs observations, nous ne nous faisons aucun scrupule de les reproduire ici, comme couronnement de notre travail.

« Combattre, au lieu de le favoriser, le luxe des grandes villes, aussi funeste à la moralité des individus qu'à la conservation des fortunes.

Favoriser le séjour des campagnes, en accordant à leurs habitants, sous une autre forme, quelques unes des faveurs octroyées aux habitants des villes. Donner une vache aux pauvres ouvriers chargés de familles. De faibles dots constituées par l'Etat et distribuées par les municipalités feraient célébrer un grand nombre de mariages qui enlèveraient des recrues à l'émigration et peuplèrent les campagnes.

Mettre tous les efforts à tenter pour l'amélioration du sort des populations rurales sous l'égide du catholicisme, ce grand civilisateur qui fut le sauveur du monde. »

Ce programme n'est pas impossible à réaliser, puisque nous appartenons à une nation qui croit à la justice et au droit.

D'ailleurs, la question se trouve admirablement résumée dans cette belle parole d'un économiste

moderne : « La question sociale est, avant tout, une question morale.¹ »

Vu et permis d'imprimer :
*Le Vice-Recteur de l'Académie
de Paris,*
L. POINCARÉ.

Vu le Président de thèse,
12 octobre 1919 :
E. CHÉNON.

Vu .
Le Doyen,
F. LARNAUDE.

1. A. Souchon, *La crise de la Main-d'Œuvre agricole en France*, p. 544.

TABLE DES MATIÈRES

Préface.	9
Introduction.	13
Aperçu historique	13

CHAPITRE PREMIER

La répartition du sol (propriété).	19
--	----

SECTION PREMIÈRE

Les afféagements et les appropriations.	19
§ 1. — Constitution des afféagements. Exem- ples de ces opérations	19
§ 2. — Procédure concernant la lande du Resto .	21
§ 3. — L'ancien village du Resto.	25
§ 4. — Les appropriations par bannies.	26

SECTION II

Répartition du territoire.	29
------------------------------------	----

SECTION III

Division de la propriété, les parcelles, mobilité de la propriété	34
§ 1. — Division de la propriété en 1892. . .	34
§ 2. — Division de la propriété en 1917. . .	36
§ 3. — Mobilité de la propriété.	38

SECTION IV

Les mesures anciennes et leur conversion d'après le système métrique	38
--	----

SECTION V

Valeur de la terre et son loyer.	44
§ 1. — Prix des terres.	44
§ 2. — Valeur de location	47

CHAPITRE II

La mise en valeur du sol.	51
-----------------------------------	----

SECTION PREMIÈRE

Modes d'exploitation.	51
§ 1. — Faire-valoir direct.	51
§ 2. — Domaine congéable.	52
§ 3. — Bail à détroit	60
§ 4. — Bail à ferme.	62

SECTION II

Les diverses cultures. Répartition des cultures à diverses époques du XIX ^e siècle et en 1913. Conséquences qui en résultent.	68
--	----

SECTION III

Assolements et rendement des céréales.	73
§ 1. — Partage des ensemencements	73
§ 2. — Produit moyen par hectare.	75
§ 3. — Quantité de semence employée par hectare	77
§ 4. — Poids des grains	78
§ 5. — Consommation des produits.	80

SECTION IV

Céréales, produits agricoles et denrées alimentaires.	81
§ 1. — Prix de vente des céréales.	81
§ 2. — Tarif du pain	85
§ 3. — Pailles.	86
§ 4. — Prix des foins	87
§ 5. — Pommes de terre.	88
§ 6. — Chanvre.	88
§ 7. — Fruits à cidre	89
§ 8. — Châtaignes.	90

SECTION V

Exploitation d'une ferme de 20 hectares.	91
§ 1. — Nombre d'animaux entretenus. Prix de location. Mise de fonds. Frais de culture	91
§ 2. — Série de travaux pour la culture et l'em- ploi des engrais	94

SECTION VI

Production animale et vente des animaux.	97
§ 1. — Bétail entretenu	97
§ 2. — Prix de vente	103
§ 3. — Viande de boucherie	106
§ 4. — La Vente du beurre.	108

SECTION VII

Syndicat agricole de Pont-Scorff,	109
CONCLUSION	115
TABLE	119
